



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

REPUBLIQUE DU MALI
MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES
FINANCES
Comité de la Balance des Paiements

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE

MALI 2007



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Direction Nationale de la BCEAO pour le Mali / Secrétariat du Comité

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE DU MALI AU TITRE DE L'ANNEE 2007

Décembre 2008

SOMMAIRE

LISTE DES SIGLES ET ABBREVIATIONS.....	4
LISTES DES TABLEAUX ET GRAPHIQUES.....	5
RESUME.....	7
INTRODUCTION.....	9
1. CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE INTERNATIONALE.....	9
2. EVOLUTION DE LA SITUATION ECONOMIQUE, FINANCIERE ET MONETAIRE AU MALI.....	12
EVOLUTION DES COMPTES DE LA BALANCE DES PAIEMENTS.....	14
I. COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES.....	18
1. EVOLUTION DE LA BALANCE COMMERCIALE.....	19
1.1 <i>Evolution des exportations.....</i>	19
1.2 <i>Evolution des importations.....</i>	21
1.3 <i>Répartition géographique du commerce extérieur.....</i>	23
2. EVOLUTION DE LA BALANCE DES SERVICES.....	27
2.1 <i>Transports.....</i>	28
2.2 <i>Voyages.....</i>	28
2.3 <i>Services fournis ou reçus par les administrations publiques.....</i>	29
2.4 <i>Autres services.....</i>	29
3. EVOLUTION DE LA BALANCE DES REVENUS.....	30
3.1 <i>Rémunération des salariés.....</i>	30
3.2 <i>Revenus des investissements.....</i>	30
4. EVOLUTION DE LA BALANCE DES TRANSFERTS COURANTS.....	31
4.1 <i>Transferts courants des administrations publiques.....</i>	31
4.2 <i>Transferts courants des autres secteurs.....</i>	32
II. COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES.....	32
1. COMPTE DE CAPITAL.....	32

2. COMPTE D'OPÉRATIONS FINANCIÈRES.....	33
2.1 Investissements directs.....	33
2.2 Investissements de portefeuille et dérivés financiers.....	35
2.3 Autres investissements.....	35
2.4 Avoirs de réserve.....	35
EVOLUTION DE LA POSITION EXTERIEURE GLOBALE.....	36
I. BANQUE DE DEPOTS.....	37
II. BANQUE CENTRALE.....	37
III. POSITION EXTERIEURE GLOBALE.....	39
ANNEXES	40
ANNEXE1.....	41
ANNEXE 2.....	46
ANNEXE 3.....	47

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

AP :	Administrations publiques
BAD :	Banque Africaine de Développement
BCEAO :	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BOAD :	Banque Ouest Africaine de Développement
CAF :	Coût, Assurance et Fret (se dit de la valeur d'une marchandise incluant les frais de transport et d'assurance)
CMDT :	Compagnie Malienne pour le Développement des Textiles
DGD :	Direction Générale des Douanes
DGDP :	Direction Générale de la Dette Publique
DNCC :	Direction Nationale du Commerce et de la Concurrence
DNGM :	Direction Nationale de la Géologie et des Mines
DNSI :	Direction Nationale de la Statistique et de l'Informatique
DNTCP :	Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique
FAB ou FOB :	Franco à bord ou free on bord (se dit de la valeur d'une marchandise, non compris les frais de transport, d'assurance, etc., supportés au-delà de la frontière du pays exportateur)
FCFA :	Franc de la Communauté Financière Africaine
FMI :	Fonds Monétaire International
IADM :	Initiative d'Annulation de la Dette Multilatérale
PIB :	Produit Intérieur Brut
PPTE :	Pays Pauvres Très Endettés (Initiative)
RCI :	République de Côte d'Ivoire
TOFE :	Tableau des Opérations Financières de l'Etat
UEMOA :	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
UMOA :	Union Monétaire Ouest Africaine

LISTE DES TABLEAUX ET GRAPHIQUES

GRAPHIQUES		Pages
Graphique 1 :	Evolution du compte courant	16
Graphique 2 :	Structure du compte courant	16
Graphique 3 :	Evolution des exportations de marchandises	18
Graphique 4 :	Structure des exportations	18
Graphique 5 :	Evolution des importations de marchandises CAF	20
Graphique 6 :	Structure par produit des importations de marchandises	20
Graphique 7 :	Destination géographique des exportations	21
Graphique 8 :	Origine géographique des importations	22
Graphique 9 :	Commerce intra-UEMOA en 2007	23
Graphique 10 :	Structure des importations et des exportations avec l'UEMOA	23
Graphique 11 :	Evolution de la balance des services	24
 TABLEAUX		 Pages
Tableau 1 :	Evolution des taux de change annuels moyens	8
Tableau 2 :	Evolution de la balance des paiements	14
Tableau 3 :	Evolution de la balance des paiements (optique BCEAO)	15
Tableau 4 :	Evolution des exportations de biens	17
Tableau 5 :	Evolution du ratio du service de la dette publique extérieure sur les exportations	19
Tableau 6 :	Evolution des importations CAF	19
Tableau 7 :	Evolution des transports	25
Tableau 8 :	Evolution du fret	25
Tableau 9 :	Evolution des voyages	26
Tableau 10 :	Evolution des services fournis ou reçus par les administrations publiques	26
Tableau 11 :	Evolution des autres services	27
Tableau 12 :	Evolution des revenus	28
Tableau 13 :	Evolution des transferts courants	28
Tableau 14 :	Evolution du compte de capital	30
Tableau 15 :	Evolution du compte d'opérations financières	31
Tableau 16 :	Evolution des avoirs et des engagements des banques primaires	34
Tableau 17 :	Evolution des avoirs et des engagements de la Banque Centrale	35
Tableau 18 :	Evolution des avoirs extérieurs nets	35
Tableau 19 :	Evolution de la position extérieure globale	36
 TABLEAUX EN ANNEXE		 Pages
Tableau A1 :	Tableau de réconciliation des statistiques financières internationales et de la balance des paiements - Avoirs et engagements extérieurs de la Banque Centrale	43
Tableau A2 :	Tableau de réconciliation des statistiques monétaires et de la balance des paiements - Avoirs et engagements extérieurs des institutions monétaires	43
Tableau A3 :	Evolution de la balance des paiements courants	44
Tableau A4 :	Evolution des exportations FOB par produit	45
Tableau A5 :	Evolution des exportations FOB ajustées de biens	45
Tableau A6 :	Evolution des importations CAF par produits regroupés	46
Tableau A7 :	Evolution des importations ajustées de marchandises générales (CAF)	46
Tableau A8 :	Exportations FOB du Mali à destination des autres pays de l'UEMOA	47
Tableau A9 :	Importations CAF du Mali en provenance des autres pays de l'UEMOA	47

Tableau A10 :	Orientation géographique des exportations du Mali	48
Tableau A11 :	Orientation géographique des importations du Mali	49
Tableau A12 :	Orientation géographique du commerce extérieur du Mali en valeur et en volume	50
Tableau A13 :	Balance des paiements du Mali de 1998 à 2007	51
Tableau A14 :	Position extérieure globale du Mali de 1998 à 2007	59
Tableau A15 :	Balance des paiements du Mali de 1998 à 2007 – Présentation « Optique BCEAO »	61

RESUME

L'année 2007 a été marquée par le maintien de l'activité économique, avec une croissance mondiale moyenne de 4,9%, après 5,0% l'année précédente. A l'instar de l'année 2006, cette évolution reste soutenue par la vigueur des pays émergents d'Asie et d'Amérique Latine dans un contexte caractérisé par la poursuite de la progression des cours de plusieurs matières premières, notamment l'or et le pétrole. En effet, le cours moyen annuel du métal jaune s'est inscrit à 696,5 dollars l'once à fin 2007, contre 605,1 dollars un an plus tôt, soit une augmentation de 15,1% alors que celui du baril du pétrole s'est accru de 7,3% en 2007 en atteignant 72,6 dollars, en liaison avec la vigueur de la demande des pays asiatiques et la baisse de la production dans certains pays producteurs suite aux tensions politiques. Concernant le marché des changes, il s'est caractérisé par l'appréciation de l'euro par rapport au dollar américain. En moyenne, l'euro s'est échangé à 1,3684 dollar, soit une appréciation de 8,3 % par rapport à l'année 2006.

Au niveau de l'UEMOA, une légère expansion de la croissance économique a été enregistrée en 2007 avec un taux de croissance réel du PIB de 3,3%, après 3,1% l'année précédente, en raison de l'amélioration des résultats de la campagne agricole, et ce, en dépit de certaines difficultés telles que la persistance des crises éprouvées par la filière du coton, l'insuffisance de certains facteurs de production et enfin l'impact du cours élevé du pétrole sur certains biens et services. Quant à l'évolution des prix, elle s'est soldée par un taux d'inflation (moyenne des variations de l'indice harmonisé des prix à la consommation) de 2,4% en 2007 dans l'UEMOA, après 2,3% précédemment, du fait de l'accélération de l'inflation dans deux pays de l'Union (le Sénégal et la Guinée Bissau). Par ailleurs, la hausse des prix reflète essentiellement celle des produits alimentaires et pétroliers.

Au Mali, la croissance de l'activité économique a été tirée en 2007 par les secteurs primaire et tertiaire, avec une croissance du PIB, en termes réels, de 4,3%, après 5,3% l'année précédente. A prix courants, la richesse totale créée a atteint 3.425,8 milliards¹, en hausse de 7,0% par rapport à 2006. Pour ce qui est de l'évolution des prix en 2007, une augmentation de 1,4% a été enregistrée en moyenne annuelle contre 1,5% en 2006. Par ailleurs, le déficit global des finances publiques, base engagements et hors dons, s'est aggravé en atteignant un montant de 275,7 milliards, soit 8,0% du PIB, attribuable à une augmentation des dépenses totales.

Dans un tel contexte, les transactions économiques et financières entre le Mali et le reste du monde pendant l'année 2007 se sont soldées par un déficit global de la balance des paiements de 10,7 milliards et une position extérieure globale en fin de période de -659,7 milliards, après -646,1 milliards en 2006.

L'évolution du solde global de la balance des paiements (85,0 milliards en 2006) est attribuable à la détérioration du compte de transactions courantes, celui du compte de capital ayant connu une bonne évolution. En effet, le compte des transactions courantes est ressorti déficitaire de 278,5 milliards, contre un déficit de 114,3 milliards en 2006. En part du PIB, le solde du compte courant a affiché un taux de -8,1% (-9,8% hors transferts officiels) en 2007, contre -3,6% (-6,3% hors transferts officiels) en 2006. Cette évolution du compte courant

1 Sauf indication contraire, la monnaie de référence dans le rapport est le franc CFA.

s'explique essentiellement par une balance commerciale en forte dégradation avec un solde déficitaire de 138,860 milliards, après l'exceptionnel excédent de 39,2 milliards de l'année 2006. Elle s'explique également par une détérioration des déficits des services et revenus nets moins importante qu'en 2006. En revanche, les flux nets de transferts courants sont bien orientés sur la période. Sur le registre du commerce extérieur, les exportations d'or non monétaire et de coton, principaux produits d'exportation du Mali se sont soldées par une baisse liée à celle de la production pendant que les importations de toutes les catégories de produits (excepté les produits alimentaires) augmentaient.

Quant au compte de capital et d'opérations financières, son solde structurellement excédentaire s'est nettement amélioré avec un montant de 265,6 milliards, après 140,1 milliards en 2006. Ainsi, l'excédent du compte de capital s'est fixé à 155,3 milliards, en augmentation de 59,6 milliards ou 62,2% par rapport à son niveau de 2006 (hors IADM)². Le maintien de l'aide publique au développement dont bénéficie le Mali ainsi que la hausse de l'aide privée renforcent cette tendance.

S'agissant du compte d'opérations financières, il s'est soldé, au terme de l'année 2007, par un montant de 110,3 milliards, en hausse de 130,7 milliards par rapport à son niveau hors IADM de 2006. La hausse des flux nets des autres investissements des secteurs privé et bancaire est essentiellement à l'origine des variations du solde du compte d'opérations financières.

Résultant des diverses évolutions citées ci-dessus, les avoirs extérieurs nets des banques se sont amoindris en se fixant à 2,1 milliards, soit une variation -83,7% par rapport à 2006. Par contre, ceux de la Banque Centrale se sont timidement renforcés en atteignant 472,4 milliards à fin 2007, affichant ainsi une variation de 0,1%.

Pour ce qui est de la position extérieure globale, son montant s'est chiffré à -659,7 milliards, après -646,1 milliards un an plus tôt. La baisse significative du stock d'avoirs à l'égard des non-résidents, notamment au niveau des investissements de portefeuille, explique cette évolution.

² En 2006, les montants des comptes de capital et d'opérations financières étaient respectivement de 1.180,9 milliards et -1.040,8 milliards. Hors IADM, ces montants s'élevaient respectivement à 95,7 milliards et -20,3 milliards.

INTRODUCTION

1. CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE INTERNATIONALE³

En dépit du ralentissement de la croissance économique dans les pays industrialisés, induite en partie par l'impact défavorable de la hausse des cours du pétrole, l'activité économique mondiale a poursuivi en 2007 son expansion, à la faveur du dynamisme des pays émergents d'Asie et d'Amérique Latine.

En effet, le rythme de progression de l'économie mondiale est ressorti à 4,9% en 2007, après 5,0% un an plus tôt, grâce à la vigueur des économies émergentes asiatiques et sud-américaines, qui a compensé le ralentissement de la croissance dans la plupart des pays industrialisés. Ainsi, le taux de croissance du PIB réel a été de 2,2% aux Etats-Unis, 2,6% dans la zone euro et 3,1% au Japon, contre respectivement 2,9%, 2,8% et 2,4% en 2006. Cette soutenabilité de la croissance économique s'explique par la bonne orientation de la demande intérieure, la hausse des exportations au Japon et surtout aux Etats-Unis, sous l'effet de la dépréciation du dollar. Par ailleurs, l'activité a été favorable dans les pays émergents, se traduisant par l'afflux des investissements étrangers, la hausse de la production et des exportations, portant ainsi le taux de croissance du PIB à 7,8% en 2007, après 7,7% en 2006. A l'instar de l'année précédente, la Chine s'est démarquée par sa remarquable expansion, avec un PIB en croissance de 11,4% en 2007, reflétant ainsi la hausse des investissements, de la consommation et de la production industrielle. Quant à l'Afrique, son taux de croissance économique s'est situé à 6,2% en 2007 après 5,9% en 2006, à la faveur de la hausse des cours des matières premières et des réformes économiques et sociales mises en œuvre depuis le début de la décennie.

Les tensions inflationnistes ont été globalement contenues en 2007, en deçà des niveaux observés en 2006, malgré les cours mondiaux élevés du pétrole. Ainsi, le taux d'inflation s'est inscrit à 2,9% aux Etats-Unis (3,2% en 2006), 2,1% dans la zone euro (2,2% en 2006) et 0,1% au Japon (0,2% en 2006). En rapport avec ces tensions inflationnistes observées depuis l'année précédente, la politique monétaire restrictive, avec le relèvement des taux directeurs et des taux d'escompte, s'est poursuivie durant le premier semestre de l'année. Cependant, avec la crise des « subprimes » qui a éclaté au second semestre de l'année et resserré la liquidité, certaines Banques Centrales ont assoupli leur politique monétaire par des injections de liquidités.

Au niveau des marchés financiers, l'évolution favorable des indices boursiers observée durant la première moitié de l'année s'est traduite par une rupture, en raison de la crise des « subprimes », les investisseurs préférant s'orienter vers des actifs moins risqués. Ainsi, les indices du Dow Jones et du Nasdaq (Etats-Unis) ont progressé respectivement de 6,4% et de 9,8%, le Footsie à Londres de 3,8% tandis que le Nikkeï du Japon s'est contracté de 11,1%. Quant au marché des changes, il a été marqué par la poursuite de l'appréciation de l'euro face au dollar. En effet, l'euro a gagné du terrain face au dollar US (+8,3%), au yen (+9,4%) et à la livre sterling (+0,3%). En raison de son ancrage nominal à l'euro, le franc CFA a connu une évolution identique face aux mêmes devises. En revanche, face aux monnaies ouest-africaines, l'évolution du franc CFA est demeurée contrastée en 2007. En effet, pendant que le

³ Sources des données : Rapport annuel 2007 de la BCEAO.

dalasi gambien et le franc guinéen s'appréciaient respectivement de 4,0% et 10,4% vis-à-vis de la monnaie communautaire, le naira (Nigeria) s'est déprécié de 5,6%. Par ailleurs, une nouvelle monnaie ghanéenne dénommée le Ghana cedi mise en circulation en juillet 2007 et dont l'unité vaut 10.000 cedis (ancienne monnaie) a bénéficié d'un changement de parité face au franc CFA. Le tableau ci-après retrace l'évolution des principales devises par rapport au franc CFA.

Tableau 1 : Evolution des taux de change annuels moyens

Devises	2006	2007	Variations
	francs CFA par unité de devise		%
Droit de tirage spécial	769,0787	733,2441	-4,66
Dollar des Etats-Unis	522,4251	479,3445	-8,25
Franc suisse	417,0367	399,3489	-4,24
Livre sterling	962,1947	958,9600	-0,34
Yen japonais	4,4922	4,0700	-9,40

Source : BCEAO

Concernant le marché des matières premières, il s'est caractérisé par la hausse de la plupart des produits, à l'instar de l'année 2006. Ainsi, le cours moyen annuel de l'or s'est inscrit à 696,5 dollars l'once en 2007, contre 605,1 dollars un an plus tôt, soit une augmentation de 15,1%. S'agissant du pétrole, le cours moyen du baril sur le New York Mercantile Exchange s'est accru de 7,3% en 2007 en atteignant 72,6 dollars contre 67,7 dollars en 2006. Cette hausse est en liaison avec la baisse des stocks et de la production, d'une part, et la forte demande des pays émergents d'Asie, d'autre part. A cela s'ajoute la non-utilisation des pleines capacités de certains pays membres de l'OPEP, accentuée par leur instabilité politique. Quant au coton-fibre, son cours a également progressé de 9,4% en 2007 pour se fixer à 59,46 cents la livre. Cette évolution découle de la baisse de la production aux Etats-Unis et en Afrique, à laquelle s'ajoute la forte demande des industries textiles asiatiques.

Au sein de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), l'évolution de l'activité économique a été stable, avec un taux de croissance du PIB qui s'est fixé à 3,3% en 2007, après 3,1% précédemment. Cette évolution est due à l'amélioration des résultats de la campagne agricole 2007/2008, atténuée par les difficultés de certaines filières agricoles et la faiblesse de la production industrielle de certains pays en raison de l'insuffisance de la capacité de production de l'énergie électrique. S'agissant de l'évolution du niveau général des prix, elle s'est soldée par un taux d'inflation (moyenne des variations de l'indice harmonisé des prix à la consommation) de 2,4% en 2007, après 2,3% précédemment, en raison de l'accélération de l'inflation dans deux pays de l'Union, le Sénégal et la Guinée Bissau, seuls pays à ne pas avoir respecté l'objectif de 2,0% de la BCEAO. D'une manière générale, l'évolution de l'inflation dans la zone résulte de la hausse des prix de plusieurs produits importés et de l'impact du prix des produits pétroliers sur certains biens et services.

Au niveau des finances publiques, les opérations financières se sont traduites par un déficit global (base engagements et hors dons) de 1.363,9 milliards ou 5,0% du PIB en 2007 pour l'ensemble de l'Union contre 1.335,9 milliards ou 5,1% du PIB en 2006. Cette évolution du déficit découle de l'augmentation des subventions consenties pour atténuer les effets de la flambée des prix des produits pétroliers et alimentaires et de l'accroissement des dépenses dans le cadre des programmes de lutte contre la pauvreté. A cet égard, la situation de la trésorerie de certains Etats s'est fragilisée, une partie des déficits ayant été financée par des emprunts intérieurs et extérieurs. En dépit de l'aggravation du déficit des transactions courantes, l'évolution des paiements extérieurs s'est soldée par un excédent de la balance globale de 692,1 milliards contre 537,7 milliards en 2006, en raison du renforcement du compte de capital. En effet, les échanges extérieurs se sont traduits par un repli des exportations de matières premières (coton, or et pétrole) tandis que les importations de biens d'équipement et de produits alimentaires s'accroissaient.

Au plan de la mobilisation des ressources extérieures en appui aux programmes économiques et financiers exécutés dans les Etats de l'Union, un financement global de 579,4 milliards a été reçu en 2007 après 552,4 milliards en 2006. En ce qui concerne la situation de la dette publique extérieure, elle s'est soldée par un accroissement du stock qui s'est chiffré à 9.092,8 milliards à fin 2007 contre 8.753,8 milliards à fin 2006, soit une hausse de 339,0 milliards. Par ailleurs, le ratio de l'encours de la dette sur le PIB s'est amélioré d'un point en passant de 34,1% en 2006 à 33,1% en 2007.

Dans le domaine des comptes monétaires, la situation globale de l'UEMOA a été caractérisée à fin 2007 par un renforcement des principaux agrégats monétaires, à savoir, la position extérieure nette, le crédit intérieur et de la masse monétaire. En effet, les avoirs extérieurs nets se sont portés à 4.665,8 milliards à fin 2007, en hausse de 766,3 milliards par rapport à fin 2006, traduisant l'effet conjugué du rapatriement des recettes d'exportation et des transferts de capital. Les réserves de change se sont établies à 4.795,6 milliards, soit une augmentation de 767,4 milliards par rapport à l'année précédente. Quant au crédit intérieur, il est ressorti à 5.385,9 milliards (+12,5%), en liaison avec l'évolution des crédits à l'économie tandis que la masse monétaire a atteint 8.511,5 milliards (+18,7%), reflétant l'évolution de ses contreparties.

Par rapport à la politique monétaire, la Banque Centrale a maintenu inchangés ses taux directeurs à 4,25% (taux de pension) et 4,75% (taux d'escompte). Les taux de réserves obligatoires n'ont également pas été modifiés, compte tenu de la modération de l'inflation durant l'année 2007. Par ailleurs, la Banque Centrale a repris en 2007 ses opérations d'open market, pour répondre aux besoins de liquidité des banques et réguler le taux d'intérêt à court terme.

2. EVOLUTION DE LA SITUATION ECONOMIQUE, FINANCIERE ET MONETAIRE AU MALI⁴

L'activité économique au Mali s'est accrue en 2007, sous l'impulsion des secteurs primaire et tertiaire. En effet, la croissance du PIB, en termes réels, a été de 4,3% en 2007, après 5,3% l'année précédente. A prix courants, la richesse totale créée a atteint 3.425,8 milliards, en hausse de 7,0% par rapport à l'année 2006.

Au terme de l'année 2007, le secteur primaire enregistre une hausse de 2,5% de sa valeur ajoutée en volume, en liaison essentiellement avec la hausse de 6,4% de la production vivrière hors riz. En revanche, la branche consolidée du coton a connu une décélération avec une baisse de la production en volume de 41,1%, en liaison avec l'installation tardive des pluies, la diminution des surfaces cultivées accentuée par la crise que traverse le secteur.

Pour ce qui est du secteur secondaire, il observe une croissance réelle négative de -4,6% en 2007 après 8,3% en 2006. Cette baisse de la production s'explique principalement par celle de l'industrie extractive, notamment l'or, et de l'activité d'égrenage du coton dont les taux de croissance respectifs ont été de -8,4% et -12,0%. En revanche, les investissements réalisés dans les branches de l'énergie et des BTP ont plutôt atténué l'évolution négative du secteur.

Au niveau du secteur tertiaire, la forte progression de la branche « Transports et télécommunications », soit 20,9%, découle de l'accroissement important de la couverture géographique des sociétés de téléphonie mobile et de la mise en oeuvre des actions prévues dans le cadre du Projet d'Amélioration des Corridors de Transports.

Concernant la progression des prix en 2007, elle s'est établie à 1,4% contre 1,5% l'année précédente. Cette décélération des prix résulte des interventions de l'Etat pour atténuer l'impact de la hausse des prix des produits alimentaires et des hydrocarbures sur les prix intérieurs.

Dans le domaine des finances publiques, l'exécution des opérations financières de l'Etat en 2007 s'est traduite par une aggravation du déficit global, base engagements et hors dons, de 33,6 milliards, avec un montant de 275,7 milliards, soit 8,0% du PIB. Cette évolution résulte d'une augmentation des dépenses totales et prêts nets qui se sont inscrits à 845,6 milliards en 2007, après 796,3 milliards précédemment. S'agissant des dépenses courantes, elles se sont chiffrées à 437,1 milliards en 2007, dont 162,9 milliards de dépenses de personnel, contre 411,8 milliards dont 147,9 milliards au titre des charges de personnel une année plus tôt. Rapportées aux recettes fiscales, les dépenses courantes et les charges de personnel sont passées respectivement de 86,0% et 30,9% en 2006 à 89,7% et 33,4% en 2007. Les recettes totales, quant à elles, se sont inscrites à 569,9 milliards au titre de la période sous revue, dont 487,2 milliards de recettes fiscales, après 554,2 milliards en 2006 (hors IADM) dont 478,6 milliards de recettes fiscales. Rapportées au PIB, les recettes totales sont ressorties à 16,7% en 2007, contre 17,3% l'année précédente, alors que les recettes fiscales se sont chiffrées à 14,2% en 2007 après 14,9% du PIB en 2006. Les dons, pour leur part, ont atteint 162,2 milliards (ou 4,7% du PIB et 19,5% des dépenses budgétaires) en 2007, après 129,3 milliards (hors IADM) (ou 4,0% du PIB et 17,2% des dépenses budgétaires) en 2006.

4 Sources des données : DNSI, DNTCP (TOFE), BCEAO.

Concernant la situation monétaire à fin 2007, elle a été caractérisée par le renforcement de la position extérieure nette des institutions monétaires, la hausse du crédit intérieur et de la masse monétaire. En effet, les avoirs extérieurs nets se sont fixés à 526,4 milliards, en hausse de 2,4 milliards ou 0,5% par rapport à leur niveau de fin 2006, du fait d'une amélioration de 0,5 milliard de la position extérieure de la Banque Centrale et de celle des autres institutions financières de 1,9 milliard. De même, par rapport à l'année précédente, l'encours du crédit intérieur a augmenté de 47,8 milliards (ou 10,7%) pour s'établir à 494,8 milliards à fin 2007. Cette évolution est imputable aux agents économiques privés qui ont bénéficié d'un surplus de crédit de 43,1 milliards par rapport à l'année précédente. Pour ce qui est de la masse monétaire, elle s'est inscrite à 1.018,3 milliards à fin 2007, soit 86,4 milliards d'accroissement ou 9,3% de plus que son montant de fin 2006, reflétant ainsi l'évolution du crédit intérieur et des avoirs extérieurs nets.

Résultant de l'évolution de l'environnement international et national décrite ci-dessus, les transactions économiques et financières entre le Mali et le reste du monde se sont soldées par un déficit global de la balance des paiements de 10,7 milliards, après l'excédent de 85,0 milliards de l'année 2006, imputable notamment à la détérioration de la balance commerciale du pays. Quant à la position extérieure globale du Mali à fin 2007, elle s'est fixée à -659,7 milliards, en baisse de 13,6 milliards, en liaison avec la baisse du stock d'avoirs extérieurs.

Les différentes transactions économiques et financières du Mali avec l'extérieur sont décrites et analysées dans le présent rapport scindé en trois parties :

- l'évolution des comptes de la balance des paiements (transactions courantes, opérations en capital et financières) ;
- l'évolution de la position extérieure globale ;
- les annexes.

EVOLUTION DES COMPTES DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

La présentation de l'évolution des principales composantes de la balance des paiements du Mali sur la période allant de 2003 à 2007 est faite à travers les tableaux 1 et 2 ci-dessous. Le tableau 1 correspond à la présentation standard résumée, telle qu'établie par la cinquième édition du Manuel de la balance des paiements du Fonds Monétaire International. Le tableau 2 ("optique BCEAO") est une présentation analytique qui permet de dégager un solde global (monétaire) qui correspond à la variation des avoirs extérieurs nets des institutions monétaires, après prise en compte des effets de réévaluation découlant des fluctuations de change et de quelques autres ajustements qui sont présentés aux tableaux A1 et A2. En effet, cette présentation fait ressortir la variation des avoirs extérieurs nets comme la somme des avoirs extérieurs officiels nets (ceux de la Banque Centrale) et les avoirs extérieurs nets des banques commerciales.

La différence entre les deux présentations apparaît au niveau du compte d'opérations financières, sur les rubriques « investissements de portefeuille » et « autres investissements ». Dans la présentation FMI, ces rubriques intègrent les opérations des quatre catégories d'agents économiques (Administrations Publiques, Autres secteurs, Banque Centrale et Banques primaires), alors que dans la présentation "optique BCEAO", ces rubriques excluent les opérations des institutions monétaires (Banque Centrale et banques primaires). Ainsi, un solde global de la balance des paiements est dégagé et les opérations des institutions monétaires sont alors présentées sous forme de financement (ou utilisation) de ce solde global.

Les principales évolutions de la balance des paiements entre les années 2006 et 2007 se résument comme suit :

- une détérioration de 143,7% du solde des transactions courantes ;
- un renforcement de 13,3% du solde du compte de capital et d'opérations financières (selon la présentation BCEAO) ;
- une baisse de 112,6% du solde global.

TABLEAU 2 : Evolution de la balance des paiements

RUBRIQUES	2003	2004	2005	2006	2007
	(en millions de FCFA)				
COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES	-157 490	-216 052	-230 883	-114 306	-278 513
Biens	-35 160	-61 515	-76 265	39 201	-138 860
dont marchandises générales	-357 610	-333 058	-434 854	-549 538	-654 242
PM Exportations FOB	539 262	515 835	580 673	810 671	745 860
Importations FOB	-574 422	-577 350	-656 938	-771 470	-884 720
Importations CAF	-734 578	-734 897	-826 075	-952 159	-1 091 450
Services nets	-149 936	-153 552	-165 492	-188 863	-191 654
Transports	-156 720	-164 909	-171 930	-191 524	-205 583
Voyages	46 679	39 052	37 688	28 689	40 151
Serv. fournis ou reçus par les AP	7 141	5 717	8 219	9 980	7 272
Autres services	-47 036	-33 412	-39 469	-36 008	-33 494
Revenus nets	-92 948	-102 931	-109 159	-134 643	-139 679
Rémunération des salariés	3 061	2 686	2 847	4 802	3 511
Revenus des investissements	-96 009	-105 617	-112 006	-139 445	-143 190
Transferts courants nets	120 554	101 946	120 033	169 999	191 680
Transferts courants des AP	67 384	51 375	61 087	86 120	56 769
Transf. courants des autres secteurs	53 170	50 571	58 946	83 879	134 911
COMPTE DE CAPITAL ET D'OP. FINANCIERES	130 523	229 285	243 583	140 101	265 647
Compte de capital	96 212	108 647	108 590	1 180 961	155 331
Compte d'opérations financières	34 311	120 638	134 993	-1 040 860	110 316
Investissements directs	76 043	52 945	118 544	42 953	31 383
Investissements de portefeuille & dérivés financiers	306	-1 599	-7 991	-5 800	-22 316
Autres investissements	83 891	-15 188	91 418	-1 074 256	101 907
dont capitaux publics	60 700	45 826	83 400	-914 616	87 638
Avoirs de réserve	-125 929	84 480	-66 978	-3 757	-658
Erreurs et omissions nettes	26 967	-13 233	-12 700	-25 795	12 866

Sources : BCEAO, DNSI, DGD, DNTCP.

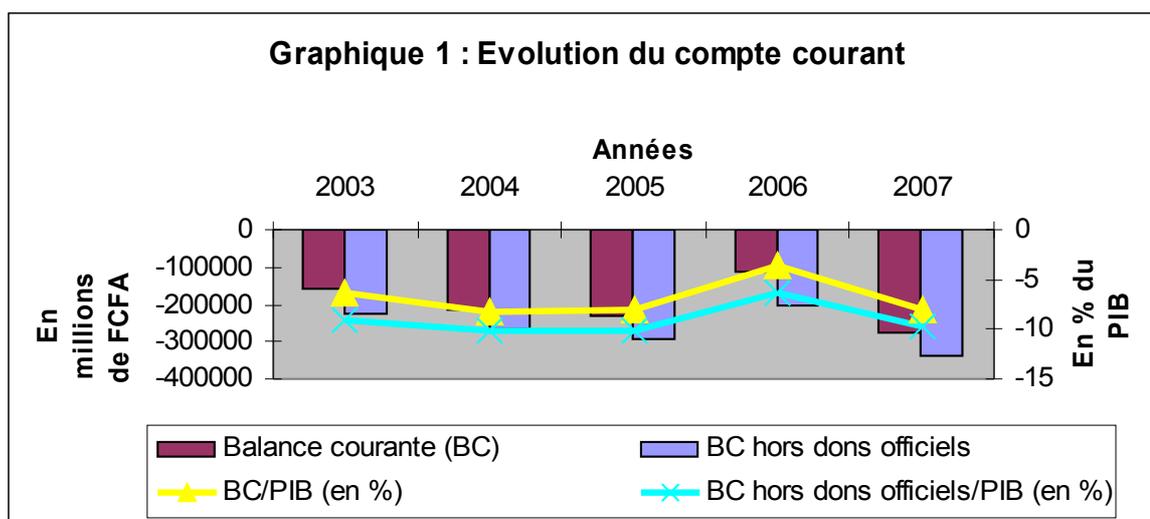
TABLEAU 3 : Evolution de la balance des paiements (optique BCEAO)

RUBRIQUES	2003	2004	2005	2006	2007
	(en millions de FCFA)				
COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES	-157 490	-216 052	-230 883	-114 306	-278 513
Biens	-35 160	-61 515	-76 265	39 201	-138 860
dont marchandises générales	-357 610	-333 058	-434 854	-549 538	-654 242
PM Exportations FOB	539 262	515 835	580 673	810 671	745 860
Importations FOB	-574 422	-577 350	-656 938	-771 470	-884 720
Importations CAF	-734 578	-734 897	-826 075	-952 159	-1 091 450
Services nets	-149 936	-153 552	-165 492	-188 863	-191 654
Transports	-156 720	-164 909	-171 930	-191 524	-205 583
Voyages	46 679	39 052	37 688	28 689	40 151
Serv. fournis ou reçus par les AP	7 141	5 717	8 219	9 980	7 272
Autres services	-47 036	-33 412	-39 469	-36 008	-33 494
Revenus nets	-92 948	-102 931	-109 159	-134 643	-139 679
Rémunération des salariés	3 061	2 686	2 847	4 802	3 511
Revenus des investissements	-96 009	-105 617	-112 006	-139 445	-143 190
Transferts courants nets	120 554	101 946	120 033	169 999	191 680
Transferts courants des AP	67 384	51 375	61 087	86 120	56 769
Transf. courants des autres secteurs	53 170	50 571	58 946	83 879	134 911
COMPTE DE CAPITAL ET D'OP. FINANCIERES	255 705	165 194	290 639	225 083	254 940
Compte de capital	96 212	108 647	108 590	1 180 961	155 331
Compte d'opérations financières	159 493	56 547	182 049	-955 878	99 609
Investissements directs	76 043	52 945	118 544	42 953	31 383
Investissements de portefeuille & dérivés financiers	7 672	1 349	2 259	-1 699	-3 749
Autres investissements	75 778	2 253	61 246	-997 132	71 975
dont capitaux publics	60 700	45 826	83 400	-914 616	87 638
Erreurs et omissions nettes	26 967	-13 233	-12 700	-25 795	12 866
Solde global	125 182	-64 091	47 056	84 982	-10 707
Avoirs et engagements extérieurs	-125 182	64 091	-47 056	-84 982	10 707
Autorités monétaires	-133 303	68 053	-80 453	-59 477	160
Avoirs	-125 929	84 480	-66 978	-3 757	-658
Engagements	-7 374	-16 427	-13 475	-55 720	818
Banques de dépôts	8 121	-3 962	33 397	-25 505	10 547
Avoirs	1 920	-15 906	-8 096	-48 085	-43 792
Engagements	6 201	11 944	41 493	22 580	54 339

Sources : BCEAO, DNSI, DGD, DNTCP.

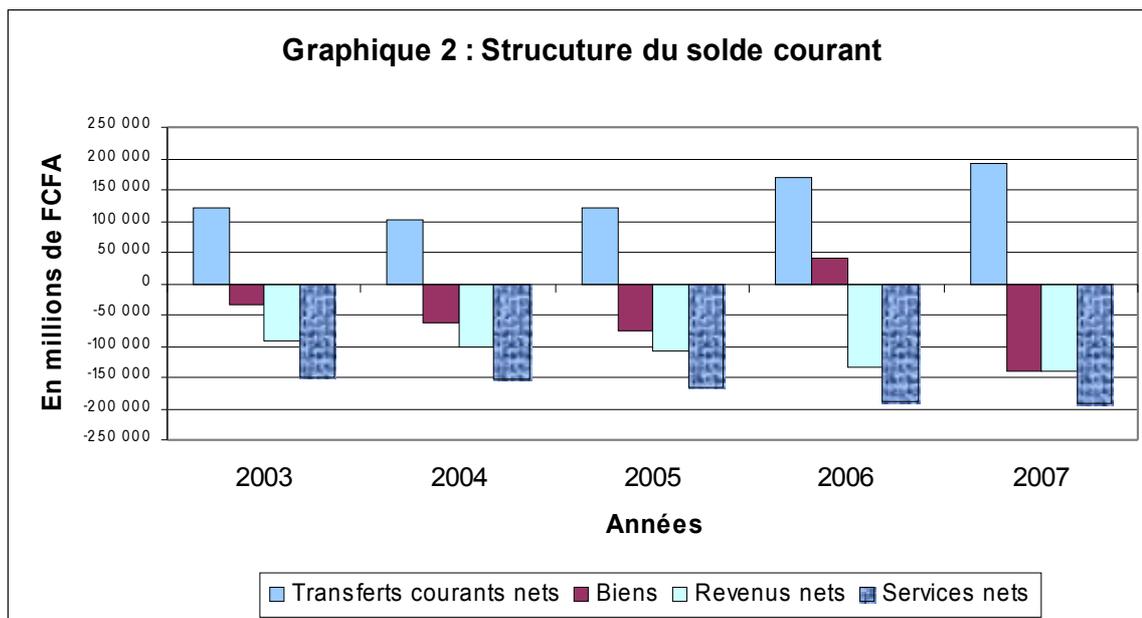
I. COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES

Le compte de transactions courantes, échanges de biens, de services ou de revenus, avec ou sans contrepartie réelle (transferts courants), entre agents économiques résidents et non-résidents au cours de l'année 2007, est ressorti déficitaire de 278.513 millions, en détérioration de 164.207 millions par rapport au montant de l'année 2006. Cette évolution découle de l'accentuation du déficit de toutes ses composantes, à l'exception des transferts courants. Rapporté au PIB, le solde du compte courant est en nette diminution avec un déficit de 8,1% (9,8% hors transferts officiels) en 2007, contre un déficit de 3,6% (6,3% hors transferts officiels) en 2006. Le graphique 1 retrace l'évolution du compte des transactions courantes entre 2003 et 2007.



Sources : BCEAO et DNSI.

Le graphique 2 ci-dessous montre la structure du déficit des transactions courantes, imputable aux flux de biens, services et de revenus, les flux de transferts courants nets étant positifs. L'orientation positive des transferts courants traduit l'importance de l'assistance extérieure dont bénéficie le pays, aussi bien de la part des maliens résidant à l'étranger que des partenaires publics au développement. Par ailleurs, le déficit accentué des échanges de biens, contrairement à l'excédent enregistré en 2006, découle de la baisse de la production des deux principaux produits exportés par le Mali, à savoir le coton et l'or.



Sources : BCEAO et DNSI.

1. Evolution de la balance commerciale

Les transactions du commerce extérieur du Mali se sont soldées en 2007 par un déficit de 138.860 millions, en forte détérioration par rapport à 2006 où elles avaient affiché un excédent de 39.201 millions. Ainsi, le solde de la balance commerciale s'est dégradé de 454,2%, en liaison avec la baisse des exportations concomitante à la hausse des importations.

1.1 Evolution des exportations

Au titre de l'année 2007 et sur la base des données ajustées⁵, les exportations totales ont atteint 745.860 millions, en baisse 64.811 millions (ou 8,0%) par rapport aux performances réalisées en 2006. Cette perte de vitesse est liée au repli des exportations d'or non monétaire et de coton, celles portant sur les autres produits (dont les animaux vivants) ayant connu une hausse sur la période.

TABEAU 4 : Evolution des exportations de biens

RUBRIQUES	2003	2004	2005	2006	2007
	(en millions de FCFA)				
Marchandises générales	210 214	242 172	221 071	220 770	227 079
Biens exportés pour transformation					
Réparation de biens	89				267
Achats de biens dans les ports et aéroports	2 126	3 096	4 098	2 415	3 336
Or non monétaire	326 833	270 567	355 504	587 486	515 178
TOTAL EXPORT (FOB)	539 262	515 835	580 673	810 671	745 860

Source : BCEAO, DNSI.

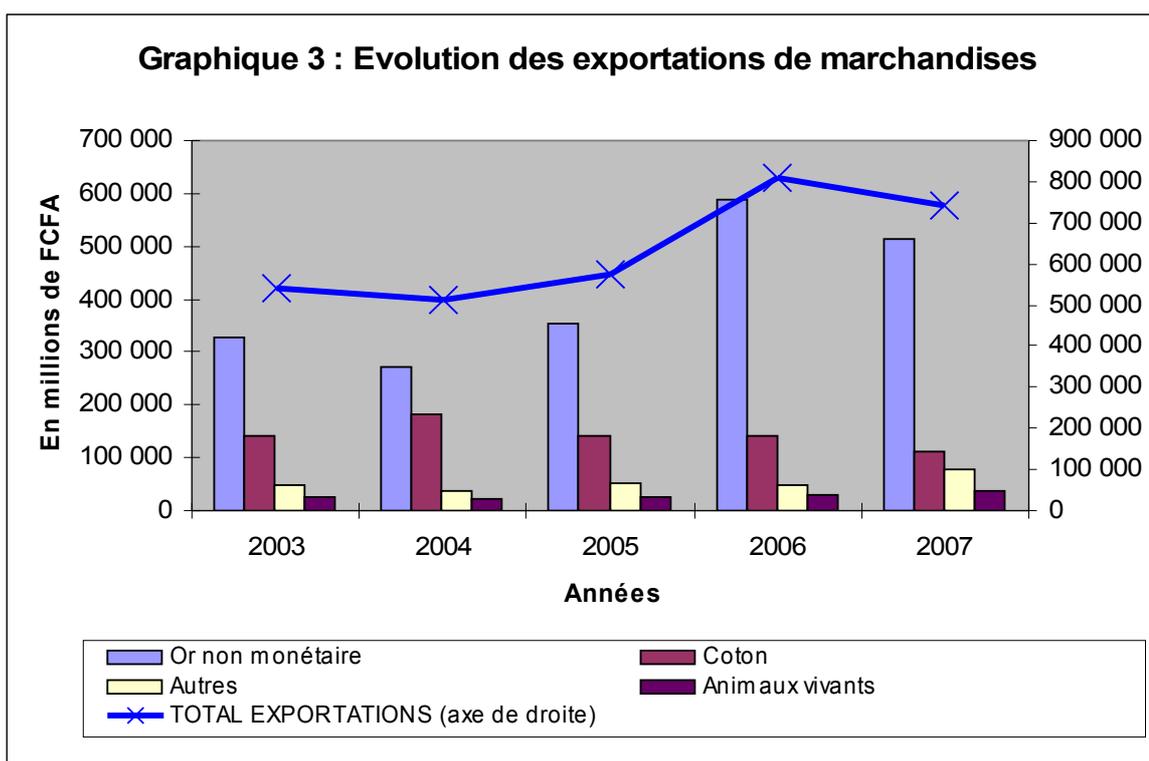
⁵ Le tableau A4 en annexe décrit le passage des statistiques douanières aux données de balance des paiements.

En effet, les exportations d'or non monétaire ont baissé de 72.308 millions (ou 12,3%) en 2007 en raison de la contraction de la production. En effet, les volumes exportés du métal jaune sont passés de 62.025,1 kilogrammes en 2006 à 51.755,9 kilogrammes en 2007 (soit une baisse de 16,6%), en raison du début de l'épuisement des réserves des sites miniers de Morila, Sadiola et Yatéla. Dans le même temps, son prix moyen à l'exportation est passé de 9.471,7 FCFA/g à 9.954,0 FCFA/g entre 2006 et 2007 (soit une hausse de 5,1%).

En ce qui concerne les exportations de fibre de coton, elles se sont chiffrées à 110.889 millions en 2007, en baisse de 30.138 millions (ou 21,4%) par rapport aux réalisations de l'année précédente. L'effet de la baisse du volume exporté de la période (21,6%) a été accentué par celle du prix moyen à l'exportation qui s'est porté à 614,0 FCFA en 2007 contre 618,4 FCFA en 2006.

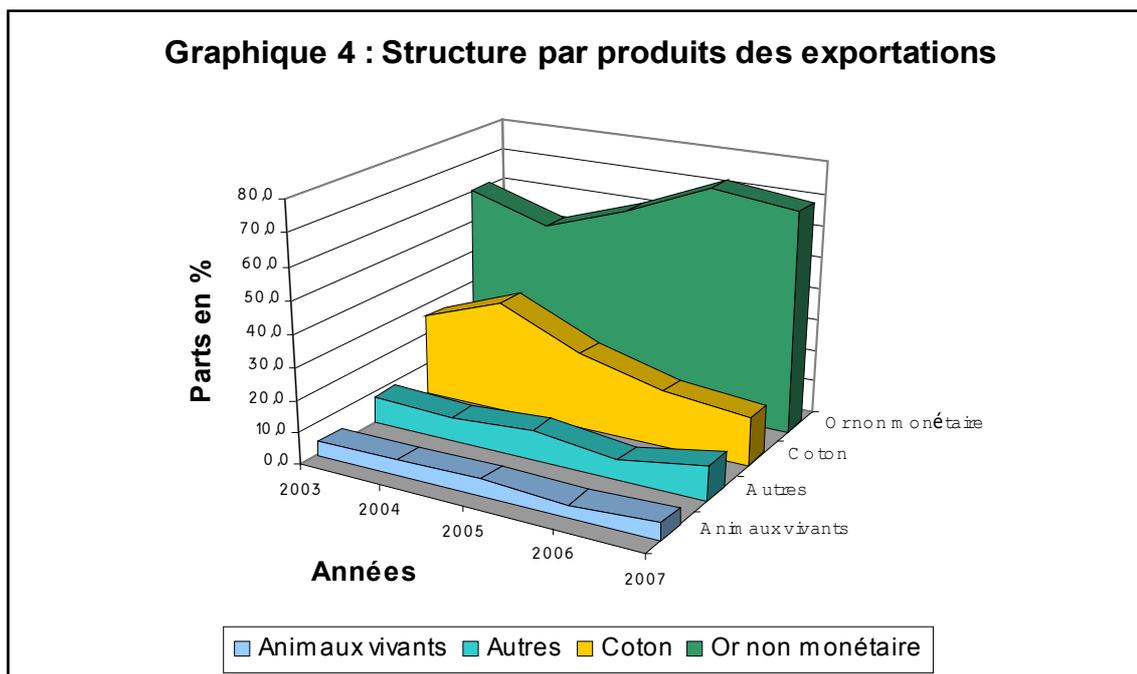
Quant aux exportations d'animaux vivants, elles se sont soldées par une hausse en 2007 en s'établissant à 37.601 millions, soit 7.397 millions (ou 24,5%) de plus qu'auparavant. La bonne tenue des exportations vers les pays frontaliers (principalement le Sénégal et la Côte d'Ivoire) traduisent cette hausse.

Le graphique 3 ci-après retrace l'évolution des principales catégories de produits exportés entre 2003 et 2007.



Sources : BCEAO, DNSI.

Le graphique 4 donne la structure des exportations entre 2003 et 2007.



Sources : BCEAO, DNSI.

S'agissant du ratio de solvabilité (service de la dette publique extérieure/exportations), il s'est nettement détérioré en 2007 en s'établissant à 5,7% contre 3,8% l'année précédente, soit 1,9 points de plus. Cette évolution résulte de la combinaison de deux facteurs : la baisse substantielle des exportations d'une part, et l'augmentation du service de la dette extérieure par rapport à son niveau de 2006, d'autre part.

TABLEAU 5 : Evolution du ratio du service de la dette publique extérieure sur les exportations

RUBRIQUES	2003	2004	2005	2006	2007
	(en millions de FCFA)				
Exportations totales	539 262	515 835	580 673	810 671	745 860
Service de la dette publique extérieure (*)	52 700	53 038	56 483	30 761	42 500
Service de la dette/export en %	9,8	10,3	9,7	3,8	5,7

Sources : BCEAO, DNSI, DNTCP.

1.2 Evolution des importations⁶

En 2007, les importations sur la base de leur valeur CAF se sont chiffrées à 1.091.450 millions (cf. tableau 6), en hausse de 139.291 millions (ou 14,6%) par rapport à l'année 2006. Le tableau 6 ci-après présente l'évolution des importations totales, sur la base des données ajustées, entre 2003 et 2007.

⁶ Le tableau A6 en annexe retrace l'évolution des statistiques douanières des importations entre 2003 et 2007 et présente les ajustements effectués sur ces données pour obtenir celles prises en compte dans la balance des paiements et figurant au tableau A7.

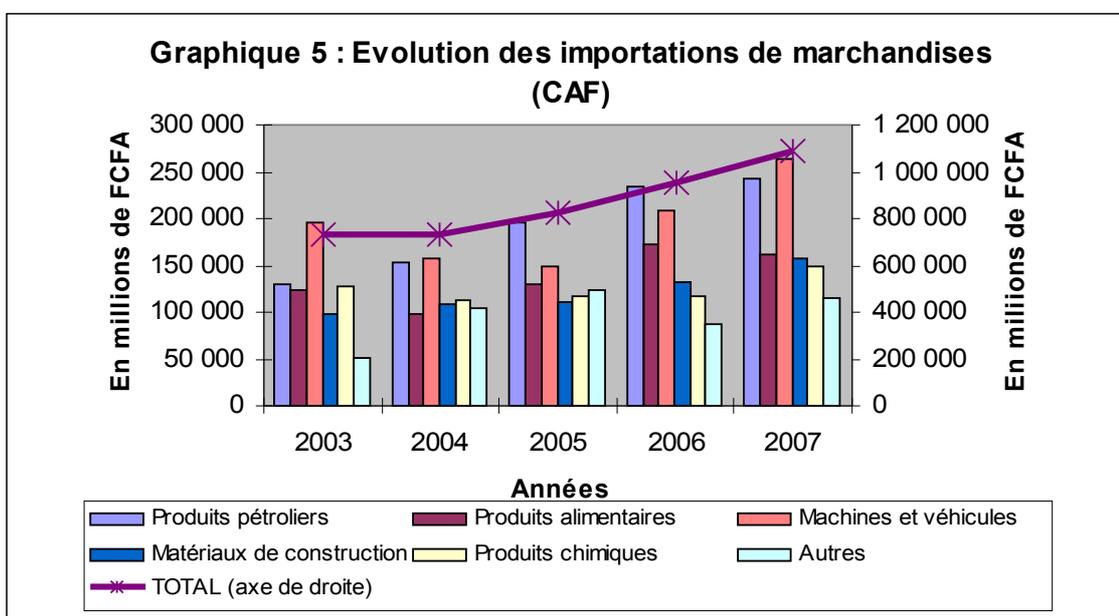
Tableau 6 : Evolutions des importations totales (CAF)

RUBRIQUES	2003	2004	2005	2006	2007
	(en millions de FCFA)				
Marchandises générales	727 980	732 777	825 063	950 997	1 088 051
Biens importés pour transformation					
Réparations de biens	1791	1070	1012	1162	733
Achats de biens dans les ports et aéroports	4807	1050	0	0	2666
TOTAL	734 578	734 897	826 075	952 159	1 091 450

Sources : BCEAO, DNSI.

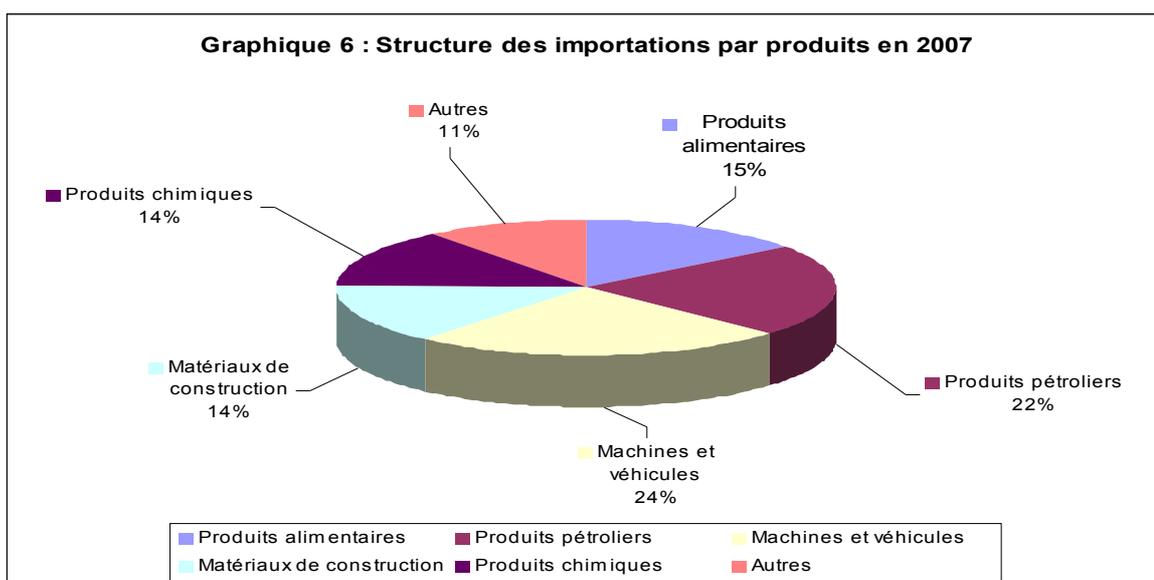
Pour l'année 2007, la progression des importations est tirée essentiellement par les biens d'équipement et les biens intermédiaires, à savoir les produits chimiques, les machines et véhicules, les matériaux de construction et les autres produits. En effet, ces quatre catégories de produits ont progressé respectivement de 13,7%, 24,2%, 14,5% et 106%, avec un montant de 263.311 millions pour les machines et véhicules et 157.468 millions pour les matériaux de construction. En revanche les importations de produits alimentaires se sont soldées par une baisse de 6,3% en s'établissant à 161.105 millions, résultat de l'impact favorable de la campagne agricole 2006 /2007. Quant aux importations de produits pétroliers, elles affichent une légère hausse de 8.546 millions, soit 3,7% par rapport à leur niveau précédent.

Le graphique 5 ci-après présente l'évolution des principales catégories de biens importés entre 2003 et 2007.



Sources : DNSI, DGD.

La structure par produit des importations de marchandises (graphique 6) a connu quelques changements entre 2006 et 2007. En effet, les produits pétroliers, composante dominante des importations du pays depuis le début de la flambée des prix en 2005 a cédé sa place aux machines et véhicules qui ont constitué 24,2% des importations contre 22,0% en 2005. Ainsi, les produits pétroliers s'installent au second rang avec 22,2% des importations totales contre 24,5% en 2006. Quant aux autres produits, ils ont pratiquement gardé la même structure avec des parts respectives de 14,8% pour les produits alimentaires, 14,6% pour les matériaux de construction et 13,7% pour les produits chimiques contre 18,1%, 14,5% et 13,7% respectivement en 2006. Quant aux autres biens de consommation, leur part dans les importations totales est ressortie à 10,6% en 2007, après 9,2% précédemment.



Sources : DNSI, DGD.

1.3 Répartition géographique du commerce extérieur

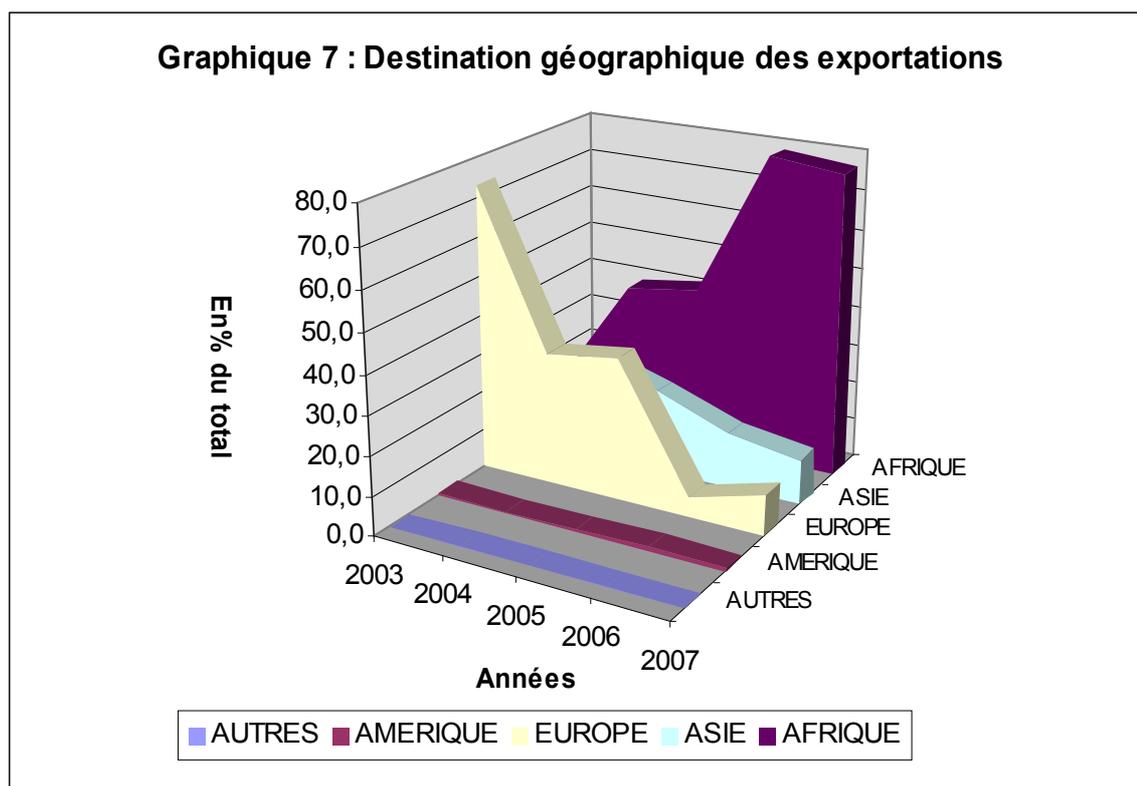
a) Evolution globale

La répartition globale du commerce extérieur du Mali en 2007, sur la base des données officielles, rompt partiellement avec les tendances observées l'année précédente. Cependant, les échanges avec les pays africains dominent le commerce (notamment en raison des exportations d'or vers l'Afrique du Sud) avec une part représentant plus des trois quarts des exportations et la moitié des importations de marchandises.

L'orientation géographique des exportations du Mali en 2007, à l'instar de l'année 2006, fait apparaître trois grandes zones de destination, à savoir l'Afrique, l'Asie et l'Europe (cf. graphique 7). En effet, l'Afrique a absorbé 529.468 millions d'exportations du Mali en 2007, soit 77,2% du total, ceci représente un peu moins que les valeurs de l'année précédente qui se chiffraient à 627.883 millions. Les exportations d'or non monétaire vers l'Afrique du Sud, pour un montant de 475.695 millions constituent la principale explication de cette évolution. La part des pays de l'UEMOA est en nette amélioration, soit 37,3% de plus que son niveau de l'année précédente. Concernant le continent asiatique, notamment la Chine, le Vietnam, la

Thaïlande et Singapour, destinations privilégiées pour le coton-fibre du Mali, sa part dans les exportations totales s'est établie à 11,6 % en 2007, soit 79.397 millions, après 14,2% en 2006. Ce montant est en net déclin en raison de la crise que traverse le secteur du coton. Quant au continent européen qui fut historiquement le principal destinataire des exportations du Mali, sa part en 2007 a augmenté par rapport à 2006, soit 10,5% contre 5,6% du total des exportations en 2006.

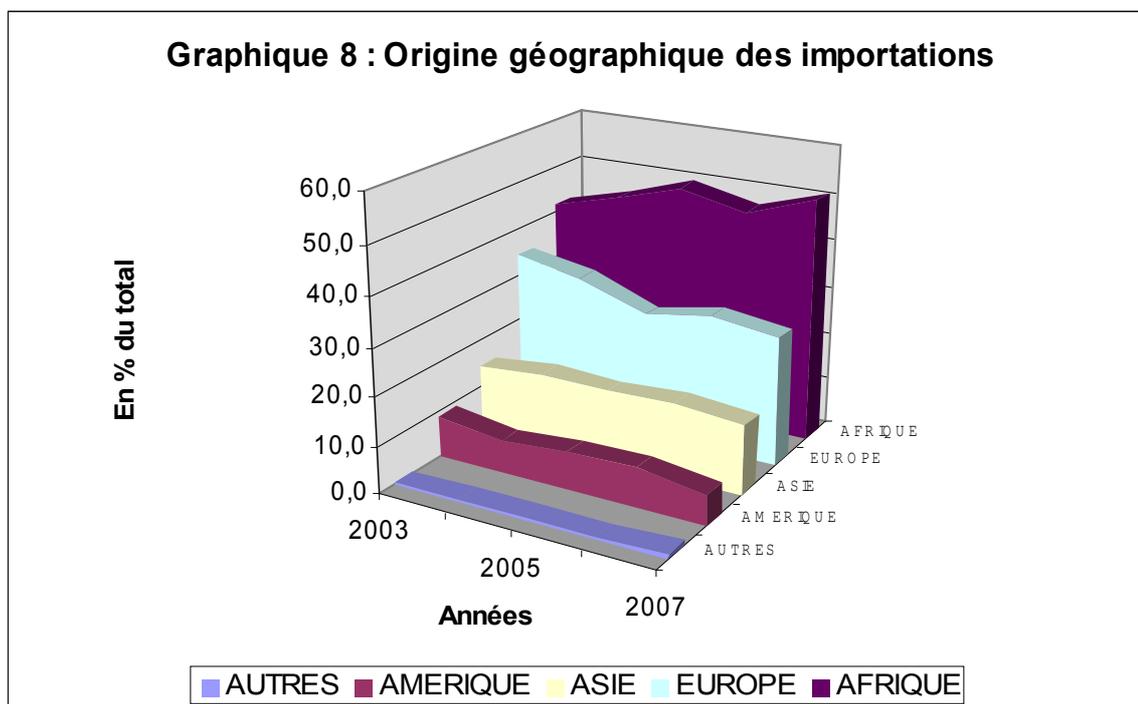
Le tableau A10 en annexe présente la structure géographique des exportations.



Sources : DNSI, DGD.

Concernant les importations (en valeur CAF), la structure des pays est restée la même durant les cinq dernières années. Le continent africain conserve sa position de premier fournisseur du Mali, suivi de l'Europe, de l'Asie et de l'Amérique (cf. graphique 8). La part de l'Afrique dans le total des importations s'établit à 51,0%, correspondant à un montant de 533.908 millions contre 441.694 millions en 2006. L'Europe a totalisé 27,0% des importations en 2007 (283.383 millions), soit 1,8 point de moins qu'en 2006. La part de la France dans le total des importations d'Europe se situe à 55,2% en 2007 contre 52,9% en 2006. Quant aux continents asiatique et américain, leurs parts sont demeurées quasiment stables sur les deux dernières années en ressortant respectivement à 14,6% et 6,3% contre 15,7% et 8,3% en 2006.

Le tableau A11 en annexe donne le détail sur la structure des importations.



Sources : Calcul BCEAO sur données DNSI, DNGM, CMDT.

b) Commerce intra-UEMOA⁷

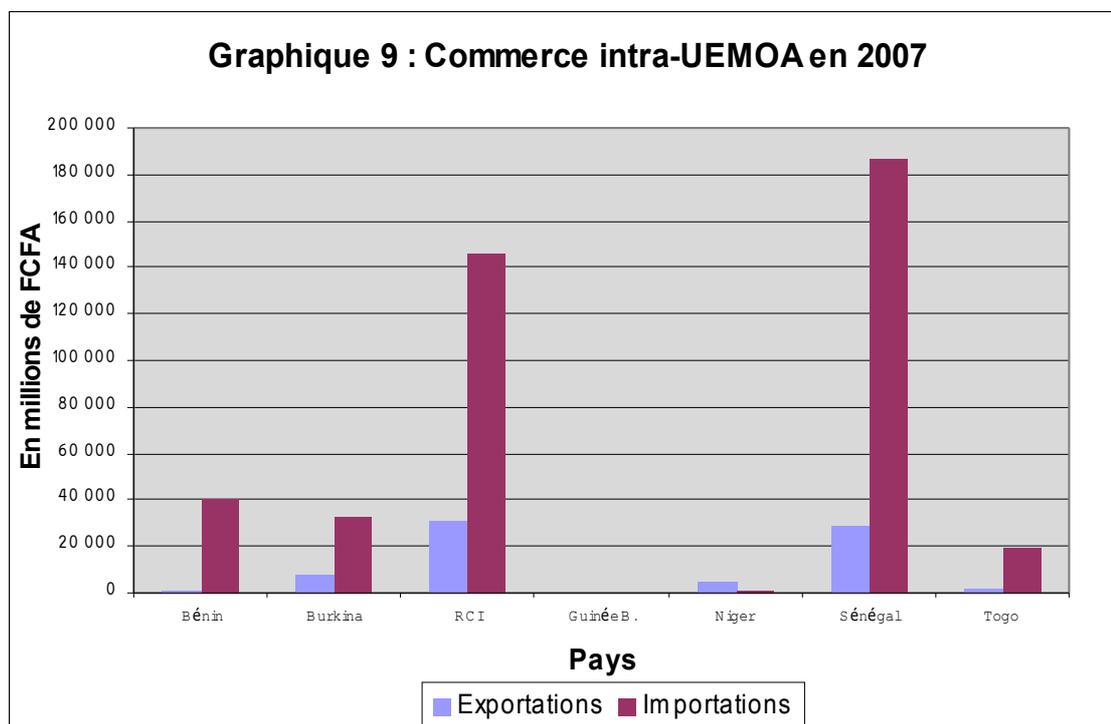
Sur la base des estimations des échanges intra-communautaires en 2006 et 2007, le commerce entre le Mali et les autres pays de l'UEMOA a été marqué par un accroissement de 3,2% de la valeur totale des flux échangés, atteignant un montant de 501.033 millions en 2007 contre 485.425 millions en 2006. Ainsi, la part des autres pays de l'Union dans les exportations totales s'est portée à 10,2% (75.587 millions) et celle des importations à 39,1% (425.446 millions) en 2007 contre respectivement 8,3% (66.015 millions) et 54,4% (419.409 millions) en 2006. Cette situation résulte d'une augmentation des échanges de toutes les catégories de marchandises du Mali avec les autres pays de l'Union, excepté les produits pétroliers⁸.

Elle se traduit par une balance commerciale intra-UEMOA du Mali fortement déficitaire, avec un solde de -349.860 millions et un taux de couverture des importations par les exportations de 17,8% en 2007 contre 68,2% pour l'ensemble des partenaires commerciaux.

⁷ L'analyse du commerce intra-UEMOA s'appuie sur les données issues des travaux de la Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données du commerce intra-UEMOA. Les résultats présentés ci-dessus ont été obtenus sur la base de la confrontation des données du Mali avec celles des autres pays de l'Union et de la prise en compte des échanges transfrontaliers non contrôlés.

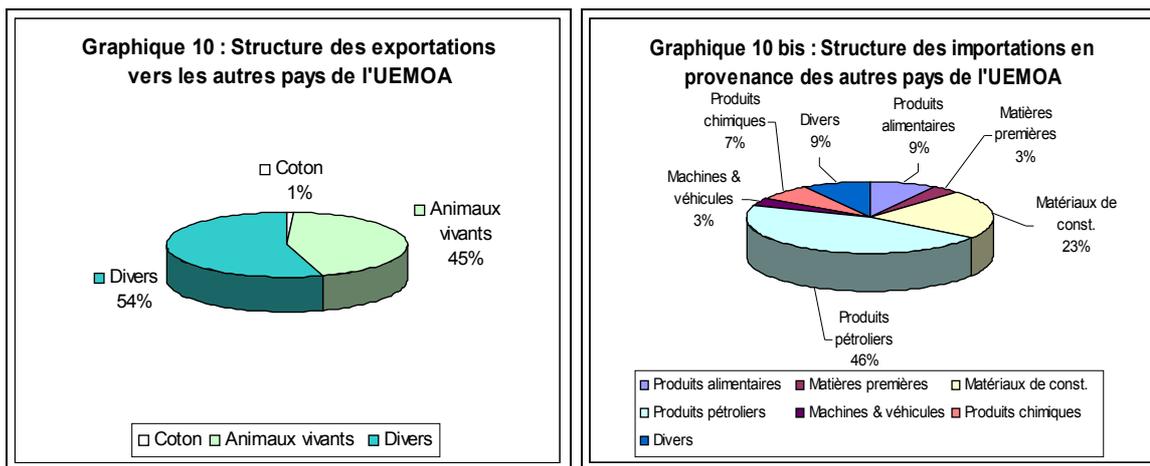
⁸ Les produits pétroliers en provenance du Togo ont été reclassés en 2007 car, le Togo est un pays de transit pour cette catégorie de produits.

Le graphique 9 présente la structure par pays du commerce intra-UEMOA en 2007.



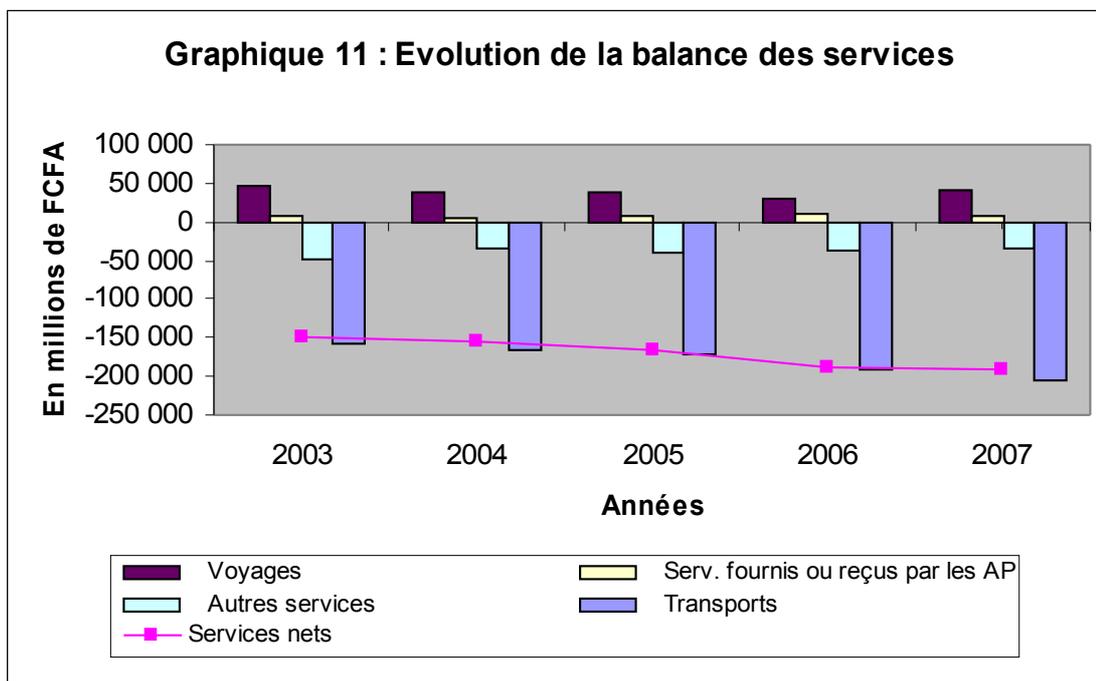
La structure par produits des exportations à destination des autres pays de l'UEMOA reste la même que celle des années précédentes. Elles restent dominées par celles des animaux vivants avec 44,5% du total des exportations. La Côte d'Ivoire et le Sénégal, destinataires privilégiés de ce produit, absorbent respectivement 35,0% et 49,6% des exportations du Mali d'animaux vivants.

Pour ce qui est des importations communautaires du Mali, les principaux fournisseurs du Mali sont le Sénégal et la Côte d'Ivoire avec respectivement 21,2% et 16,5% des importations totales du pays, après 20,9% et 16,1% en 2006. Les importations d'origine communautaire ont porté essentiellement sur les produits pétroliers (22,2% des importations totales du Mali), les matériaux de construction (10,9%), les produits alimentaires (4,3%) et les produits chimiques (3,5%) Les tableaux A8 et A9 en annexe présentent les exportations et les importations communautaires par grande catégorie de produits en 2007. Pour ces produits, les pays de l'Union restent les principaux fournisseurs du Mali ; ils l'ont approvisionné en hydrocarbures pour 98,0%, en matériaux de construction pour 75,1%, en produits alimentaires pour 29,3% et en produits chimiques (engrais) pour 25,2%. Les graphiques 10 et 10 bis présentent la structure des importations et des exportations en 2007 avec les autres pays de l'UEMOA.



2. Evolution de la balance des services

Le déficit de la balance des services s'est accentué en 2007 en se chiffrant à 191.654 millions, en aggravation de 2.791 millions (ou 1,5%) par rapport à son niveau de 2006. Cette évolution est principalement le fait de sa composante « transports », dont le fret de marchandises qui constitue un poste important, comme le montre le graphique 11 ci-dessous



Source : BCEAO

2.1 Transports

Ressortant déficitaire de 205.583 millions en 2007, le poste « transports » (de biens et de personnes) a accusé un creusement de son déficit de 14.059 millions, soit 7,3% par rapport à son niveau de 2006. Le transport de marchandises (fret) et dans une moindre mesure les autres services de transport sont à l'origine de ce déficit. Par contre, le déficit du transport de passagers s'est tassé, mettant en relief le développement des activités de la Compagnie Aérienne du Mali.

TABLEAU 7 : Evolution des transports

RUBRIQUES	2003	2004	2005	2006	2007
	(en millions de FCFA)				
Passagers	-22 353	-29 736	-29 097	-39 348	-27 451
Fret	-135 058	-133 229	-143 403	-154 257	-178 890
Autres services de transport	691	-1 944	570	2 081	758
TOTAL TRANSPORTS	-156 720	-164 909	-171 930	-191 524	-205 583

Source : BCEAO.

Pour ce qui est du fret, il est ressorti déficitaire de 178.890 millions, en dégradation de 16,0% par rapport à 2006, traduisant en grande partie la continentalité du pays. Ce montant est étroitement lié à l'évolution des importations de marchandises qui ont augmenté de 14,6% sur

TABLEAU 8 : Evolution du fret

RUBRIQUES	2003	2004	2005	2006	2007
	(en millions de FCFA)				
Fret	-135 058	-133 229	-143 403	-154 257	-178 890
- Fret maritime	-84 082	-80 606	-86 218	-94 149	-107 717
- Fret aérien	-11 466	-10 991	-11 757	-12 838	-14 081
- Autres frets	-39 510	-41 632	-45 428	-47 270	-57 092
P.M. fret sur importations = A	-152 876	-146 555	-156 762	-171 179	-195 849
A / Importations - CAF en %	-21,0	-20,0	-19,0	-18,0	-18,0

Source : BCEAO.

2.2 Voyages

Recensant les dépenses en biens et services effectuées par les voyageurs pour leur usage personnel pendant leur séjour, la rubrique des voyages a affiché un solde excédentaire de 40.151 millions, en hausse de 11.462 millions par rapport à son montant de 2006. La notable amélioration de ce poste découle d'une hausse des flux d'entrées de voyageurs, notamment les voyages à titre professionnel⁹. En effet, le pays reçoit de plus en plus de voyageurs pour des réunions et colloques régionaux.

⁹ L'estimation du poste « voyages » s'est améliorée grâce à une meilleure répartition des voyageurs qui entrent dans le pays pour un motif professionnel ou personnel. Par ailleurs, les évaluations de flux de devises et de billets externes ainsi que des transferts rapides de fonds permettent de compléter l'estimation de ce poste.

Le tableau 9 retrace l'évolution des flux nets de voyages entre 2003 et 2007.

TABLEAU 9 : Evolution des voyages

RUBRIQUES	2003	2004	2005	2006	2007
	(en millions de FCFA)				
Voyages	46 679	39 052	37 688	28 689	40 151
- à titre professionnel	15 042	8 921	7 098	9 497	23 944
- à titre personnel	31 637	30 131	30 590	19 192	16 207

Source : BCEAO.

2.3 Services fournis ou reçus par les administrations publiques

Les flux nets de services fournis ou reçus par les administrations publiques, comprenant les transactions des représentations diplomatiques étrangères et des organismes publics internationaux, ont baissé de 2.708 millions pour s'établir à 7.272 millions en 2006. Cette évolution s'explique par la diminution des dépenses locales des organismes publics étrangers, celles-ci étant ressorties à 8.381 millions, après 11.453 millions en 2006. Le tableau 10 résume l'évolution de ces flux entre 2003 et 2007.

TABLEAU 10 : Evolution des services fournis ou reçus par les administrations publiques

RUBRIQUES	2003	2004	2005	2006	2007
	(en millions de FCFA)				
Services fournis ou reçus par les A.P.	7 141	5 717	8 219	9 980	7 272

Source : BCEAO.

2.4 Autres services

Les autres services, qui regroupent les autres types de services non classés ailleurs (services financiers, de communication, d'informatique et d'information, etc.), ont affiché un solde déficitaire de 33.394 millions en 2007, en amélioration de 2.514 millions par rapport à l'année précédente. Cette sensible amélioration du solde des autres services est attribuable au seul poste excédentaire, les « services de communication ». Ce poste a connu un excédent de 19.485 millions, en hausse de 1,7% par rapport à 2006, du fait de l'accroissement des recettes de communication collectées dans les autres pays par les opérateurs du secteur.

En ce qui concerne les autres services aux entreprises, leur solde déficitaire s'est nettement amélioré de 36,6% en s'établissant à -22.313 millions, en liaison avec les divers services miniers dont bénéficient les sociétés du secteur.

Le tableau 11 retrace l'évolution des autres services entre 2003 et 2007.

TABLEAU 11 : Evolution des autres services

RUBRIQUES	2003	2004	2005	2006	2007
	(en millions de FCFA)				
Services de communication	1 445	13 139	11 233	19 167	19 485
Services de BTP	-9 342	-7 041	-8 896	-6 804	-17 650
Services d'assurance	-10 399	-16 123	-17 008	-13 178	-13 016
dont assurance sur marchandises	-7 278	-10 992	-12 375	-9 459	-10 846
Autres services aux entreprises	-28 740	-23 387	-24 798	-35 193	-22 313
TOTAL AUTRES SERVICES	-47 036	-33 412	-39 469	-36 008	-33 494

Source : BCEAO.

3. Evolution de la balance des revenus

En 2007, le solde de la balance des revenus est ressorti déficitaire de 139.679 millions, après un déficit de 134.643 millions l'année précédente, affichant une détérioration de 5.036 millions (ou -3,7%).

3.1 Rémunération des salariés

Le poste « rémunération des salariés » (correspondant aux revenus du travail) a affiché un solde net de 3.511 millions, après 4.802 millions en 2006, en baisse de 26,9%. Cette situation est en liaison avec l'accroissement de la masse salariale payée localement aux travailleurs non résidents.

3.2 Revenus des investissements

Le déficit des revenus d'investissements (correspondant aux revenus du capital) s'est creusé en 2007, avec un solde qui est ressorti à 143.190 millions contre 139.445 millions en 2006, marquant ainsi une détérioration de 3.745 millions (ou -2,76%). L'accentuation de déficit s'explique essentiellement par l'évolution des revenus des investissements directs et des investissements de portefeuille, dont les soldes se sont respectivement inscrits à -116.542 millions et -12.176 millions, en détérioration de 3,7% et 136,6 % par rapport à leurs niveaux précédents. A l'instar de l'année 2006, cette situation est en liaison avec l'augmentation des bénéfices distribués aux investisseurs directs étrangers et aux investisseurs de portefeuille intervenant essentiellement dans les secteurs aurifère et de télécommunication.

Au niveau du secteur public, les paiements d'intérêts sur la dette extérieure se sont établis à 11.100 millions après 14.541 millions en 2006.

Le tableau 12 retrace l'évolution de la balance des revenus entre 2003 et 2007.

Tableau 12 : Evolution des revenus

RUBRIQUES	2003	2004	2005	2006	2007
	(en millions de FCFA)				
Rémunération des salariés	3 061	2 686	2 847	4 802	3 511
Revenus des investissements	-96 009	-105 617	-112 006	-139 445	-143 190
Revenus des investissements directs	-69 380	-80 232	-81 432	-112 386	-116 542
Revenus des investissements de portefeuille	-10 008	-9 495	-6 588	-5 146	-12 176
Revenus des autres investissements	-16 621	-15 890	-23 986	-21 913	-14 472
dont intérêts sur dette publique extérieure	-15 900	-16 064	-16 983	-14 541	-11 100
TOTAL DES REVENUS	-92 948	-102 931	-109 159	-134 643	-139 679

Sources : BCEAO, DNTCP (TOFE).

4. Evolution de la balance des transferts courants

A fin 2007, l'excédent de la balance des transferts courants s'est consolidé avec un montant de 191.680 millions, en augmentation de 21.681 millions (ou 12,8%) par rapport à 2006. Cette confortable évolution est attribuable aux transferts courants des agents économiques privés.

L'évolution des transferts courants entre 2003 et 2007 est résumée dans le tableau 13.

TABLEAU 13 : Evolution des transferts courants

RUBRIQUES	2003	2004	2005	2006	2007
	(en millions de FCFA)				
Transferts courants nets des adm. publiques	67 384	51 375	61 087	86 120	56 769
dont aides budgétaires	51 610	33 300	45 000	44 000	29 700
Transferts courants nets "Autres secteurs"	53 170	50 571	58 946	83 879	134 911
dont envois de fonds des travailleurs (net)	52 844	45 684	54 038	76 080	121 698
dont envoi de fonds reçus (crédit)	80 709	72 944	80 837	100 779	154 872
TOTAL TRANSFERTS COURANTS	120 554	101 946	120 033	169 999	191 680

Sources : BCEAO, DNTCP (TOFE).

4.1 Transferts courants des administrations publiques

Les transferts courants nets des administrations publiques sont ressortis à 56.769 millions, en baisse de 29.351 millions (ou 34,1%) par rapport au montant de l'année précédente. Cette évolution est imputable au recul de l'aide budgétaire reçue par l'Administration Publique qui s'est chiffrée à 29.700 millions, après 44.030 millions en 2006. La baisse des versements communautaires de solidarité qui ont affiché un montant de 2.954 millions, après 7.359 millions en 2006 explique en partie cette évolution.

4.2 Transferts courants des autres secteurs

Concernant les flux de transferts nets des autres secteurs de l'économie, notamment les ménages, ils ont atteint un montant de 134.911 millions en 2007, correspondant à un accroissement de 51.032 millions par rapport à leur niveau de 2006. Les envois de fonds nets des travailleurs (ou transferts des migrants), principale composante de ce poste, ont enregistré une augmentation de 53,7% sur la période pour se chiffrer à 121.698 millions. Les transferts rapides de fonds reçus, principale source d'estimation de ce poste ont augmenté de 50% entre 2006 et 2007. Quant aux fonds reçus par les résidents en provenance de leurs compatriotes établis à l'étranger, ils se sont chiffrés à 154.872 millions, après 100.779 millions en 2006.

II. COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES

Le compte de capital et d'opérations financières, qui retrace les flux financiers et de capitaux échangés entre une économie et le reste du monde au cours de l'année, s'est porté à un montant de 265.647 millions en 2007, après 140.101 millions précédemment (selon la présentation standard de la 5ème édition du Manuel de balance des paiements du FMI). Il est à noter que l'année 2006 s'était caractérisée par la mise en œuvre de l'Initiative d'Annulation de la Dette Multilatérale (IADM) au Mali.

1. Compte de capital

Au terme de l'année 2007, l'excédent du compte de capital, correspondant essentiellement aux remises de dettes et aux aides destinées à financer l'investissement, s'est fixé à 155.331 millions, en augmentation de 59.570 millions (hors IADM) ou 62,2% par rapport à son niveau de 2006. Cette situation est attribuable à l'accroissement des afflux de capital, aussi bien à destination de l'Administration que du secteur privé. En effet, l'aide publique des partenaires financiers dont le pays a bénéficié, notamment au titre des dons-projets et de l'appui budgétaire sectoriel, a affiché un montant de 130.200 millions, en augmentation de 62.302 millions par rapport à l'année précédente. Quant à la remise de dette correspondant à l'initiative PPTE, le montant enregistré est de 10.700 millions, après 22.251 millions en 2006.

Pour ce qui est des transferts de capital des autres secteurs, ils ont évolué à hausse en s'affichant à 14.743 millions contre 5.922 millions en 2006. Les acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits, pour leur part, se sont quasiment maintenues à -312 millions.

TABLEAU 14 : Evolution du compte de capital

RUBRIQUES	2003	2004	2005	2006	2007
Transferts de capital	96 220	108 666	108 906	1 181 271	155 643
Transferts de capital des administrations publiques	90 838	98 651	102 552	1 175 349	140 900
- remises de dettes (PPTE et IADM)	30 138	28 651	30 052	1 107 451	10 700
dont IADM				1 085 200	
- autres transferts de capital	60 700	70 000	72 500	67 898	130 200
Transferts de capital "Autres secteurs"	5 382	10 015	6 354	5 922	14 743
Acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits	-8	-19	-316	-310	-312
SOLDE COMPTE DE CAPITAL	96 212	108 647	108 590	1 180 961	155 331

Sources : BCEAO, DNTCP (TOFE).

2. Compte d'opérations financières

Le compte d'opérations financières, qui englobe les créances et engagements vis-à-vis des investisseurs ainsi que les avoirs et engagements des divers secteurs de l'économie vis-à-vis de l'étranger s'est soldé, au terme de l'année 2007, par un montant de 110.316 millions, en hausse de 155.633 millions par rapport à son niveau hors IADM de 2006. Ce résultat reflète la baisse des autres investissements du secteur privé. Le tableau 15 présente l'évolution des principales rubriques du compte d'opérations financières entre 2003 et 2007.

TABLEAU 15 : Evolution du compte d'opérations financières

RUBRIQUES	2003	2004	2005	2006	2007
	(en millions de FCFA)				
Investissements directs	76 043	52 945	118 544	42 953	31 383
Investissements de portefeuille & dérivés financier	306	-1 599	-7 991	-5 800	-22 316
Autres investissements	83 891	-15 188	91 418	-1 074 256	101 907
dont capitaux publics	60 700	45 826	83 400	-914 616	87 638
dont IADM (débit)				-1 020 500	
Avoirs de réserve	-125 929	84 480	-66 978	-3 757	-658
SOLDE DES OPERATIONS FINANCIERES	34 311	120 638	134 993	-1 040 860	110 316

Sources : BCEAO, DNTCP (TOFE).

2.1 Investissements directs

Les investissements directs nets se sont portés à 31.383 millions en 2007, après 42.953 millions en 2006, enregistrant ainsi une baisse de 11.570 millions (ou 26,9%). Ces investissements qui prennent en compte les investissements étrangers, à travers la création de sociétés à participation étrangère et aussi les bénéfices réinvestis, se sont traduits par une baisse des flux nets. Ceci est dû au fait que l'année s'est caractérisée par une baisse des afflux nouveaux de capitaux, la dégradation des fonds propres de certaines sociétés à participation étrangère et la baisse des engagements envers les investisseurs directs, notamment le remboursement de prêts de certaines sociétés du secteur minier. Ainsi, les flux créditeurs d'investissements directs sont ressortis à 132.717 millions après 95.322 millions en 2006 et les flux débiteurs ont atteint 101.334 millions contre 52.369 millions en 2006.

Encadré: Le Programme de Renforcement des Capacités en analyse des flux de Capitaux Privés Etrangers (PRC CPE)

Le programme de renforcement des capacités en analyse des flux de capitaux privés étrangers a été lancé au milieu des années 1990 dans les pays à faible revenu, notamment d'Afrique anglophone, d'Amérique latine et des Caraïbes. Il vise à développer, consolider et pérenniser les capacités nationales en matière de suivi et de mobilisation des flux de capitaux privés étrangers de façon durable, rendues plus complexes par l'intensification des mouvements de capitaux consécutive à la libéralisation financière.

Le programme bénéficie de l'appui financier des gouvernements de la Suisse, du Royaume Uni, du Danemark, de la Suède et de la Commission Européenne. La coordination est assurée par Debt Financial International. Les gouvernements des pays de l'UEMOA ainsi que la BCEAO participent également au financement du projet.

Au niveau de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) et de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC), une phase pilote de mise en œuvre du programme a été conduite au Burkina Faso et au Cameroun en 2005-2006. Au regard des résultats concluants obtenus, le Conseil des Ministres de l'UEMOA et le Comité Ministériel de l'Union Monétaire de l'Afrique Centrale (UMAC), lors de leurs sessions tenues respectivement en septembre 2007 à Bissau et en octobre 2007 à Paris ont marqué leur accord pour son extension à l'échelle des zones UEMOA et CEMAC. La BCEAO est le maître d'oeuvre du projet dans l'UEMOA.

Au Mali, la mise en œuvre du programme se déroule à travers les quatre (04) grandes phases ci-après :

- l'organisation d'une mission d'évaluation des besoins en renforcement des capacités (avril-mai 2008) ;
- la tenue d'un atelier de sensibilisation et de formation à l'attention des cadres des administrations publiques et privées identifiées et des agents chargés de la conduite des enquêtes prévues dans le cadre de la mise en œuvre du projet (mai 2008) ;
- la mise en oeuvre d'un programme d'enquêtes en vue de collecter des données quantitatives et qualitatives sur les flux de capitaux privés étrangers et d'appréhender la perception du climat des affaires par les investisseurs (juillet-août 2008) ;
- l'organisation d'un séminaire de restitution des principaux résultats et recommandations (prévu pour février 2009).

L'exécution du projet est placée au plan national sous la responsabilité d'un Groupe de Travail National (GTN) piloté par le Ministère des Finances.

2.2 Investissements de portefeuille et dérivés financiers

Concernant les investissements de portefeuille et dérivés financiers, leur solde net s'est fixé à -22.316 millions, après -5.800 millions en 2006. L'accroissement des titres de créances et titres de participation étrangers détenus par les banques explique la hausse des avoirs (solde débiteur). A ceci s'ajoute la baisse des engagements des banques et des autres secteurs (remboursement de titres), émetteurs de titres. En effet, les engagements nets se sont inscrits à -7.432 millions après -2.173 millions en 2006. Quant aux titres de créances (obligations et autres titres d'emprunt) détenus essentiellement par les banques et les autres secteurs, ils affichent un solde de -14.912 millions après -3.450 millions à fin 2006.

2.3 Autres investissements

Cette composante qui recense principalement les avoirs et engagements sur les opérations de prêts et de dépôt est ressortie excédentaire de 101.907 millions à fin 2007, après un déficit de 53.756 millions en 2006 (hors IADM). Cette situation s'explique par une baisse des avoirs à l'étranger en 2007 par rapport à son niveau précédent, notamment les avoirs en monnaie et les dépôts du secteur bancaire. En effet, les dépôts se sont portés à 51.994 millions dont 31.261 millions pour les banques et 20.733 millions pour le secteur privé contre respectivement 38.410 millions pour les banques et 53.888 millions pour les agents privés en 2006. Par ailleurs, les autres engagements du secteur bancaire ont augmenté de 40.630 millions courant l'année 2007 alors que l'année 2006 avait enregistré plutôt une forte baisse des engagements du secteur privé et de l'Administration Publique envers les créanciers multilatéraux. Au niveau des Administrations publiques, les amortissements de dette se sont chiffrés à 31.400 millions après 32.797 millions en 2006 (hors IADM) tandis que les tirages du Gouvernement se sont élevés à 118.400 millions, après 94.084 millions en 2006, marquant ainsi une hausse de 24.316 millions (ou 25,8%), avec un taux de décaissement plus élevé.

2.4 Avoirs de réserve

Les avoirs de réserve ont augmenté en se situant à -658 millions, après -3.757 millions l'année précédente, marquant ainsi une hausse de 3.099 millions. Cette progression découle d'une hausse des avoirs en devises en dépit d'une position de réserve auprès du Fonds Monétaire International moins confortable que précédemment. Quant aux droits de tirages spéciaux, ils n'affichent pas d'évolution majeure entre 2006 et 2007.

EVOLUTION DE LA POSITION EXTERIEURE GLOBALE

I. BANQUES DE DEPOTS

A fin décembre 2007, les avoirs extérieurs nets des banques se sont détériorés de 10.547 millions, en s'établissant à 2.059 millions, après 12.606 millions à fin 2006. Cette évolution est attribuable à une progression plus forte des engagements extérieurs de ces institutions par rapport à celle de leurs avoirs. En effet, les engagements ont augmenté de 54.339 millions pour s'établir à 227.652 millions à fin 2007, soit 31,4% d'augmentation.

Quant aux avoirs, ils ont atteint 229.771 millions, après 185.919 millions en 2006, enregistrant une hausse de 23,6%.

Ces évolutions sont retracées dans le tableau 16.

TABLEAU 16 : Evolution des avoirs et engagements des banques de dépôts

RUBRIQUES	2003	2004	2005	2006	2007
	(en millions de FCFA)				
Avoirs	117 982	129 738	137 834	185 919	229 711
Engagements	97 296	109 240	150 733	173 313	227 652
POSITION MONETAIRE EXTERIEURE	20 686	20 498	-12 899	12 606	2 059

Source : BCEAO.

II. BANQUE CENTRALE

Les avoirs nets de l'Institut d'Emission n'ont quasiment pas évolué sur la période. En effet, ils se sont fixés 472.397 millions à fin 2007, après à 471.972 millions à fin 2006. Les avoirs n'ont évolué que de 0,1% en se maintenant à 482.156 millions en 2007, avec une légère hausse pour les avoirs en devises et les DTS détenus. Par contre, la position de réserve auprès du FMI se dégrade, passant de 5.289 millions à 4.174 millions entre 2006 et 2007.

En ce qui concerne les engagements extérieurs, ils ont augmenté de 2,3% du fait de la hausse des engagements envers les autres institutions et le FMI. En effet, le recours au crédit du FMI a augmenté de 1.642 millions en atteignant 5.633 millions à fin 2007.

Le tableau 17 retrace l'évolution des avoirs et engagements extérieurs de la BCEAO entre 2003 et 2007.

TABLEAU 17 : Evolution des avoirs et engagements de la Banque centrale

RUBRIQUES	2003	2004	2005	2006	2007
	(en millions de FCFA)				
AVOIRS	495 099	410 447	477 395	481 508	482 156
Position de réserve	7 240	7 151	9 520	5 289	4 174
DTS détenus	497	315	148	26	35
Avoirs en devises	464 605	402 981	467 727	476 193	477 947
Autres créances					
Ajustement suite révision circulation fiduciaire	22 757				
ENGAGEMENTS	96 617	78 473	64 814	9 536	9 759
Recours aux crédits du Fonds	92 634	74 322	60 713	3 991	5 633
Banques et institutions étrangères	3 843	1 911	4 118	3 932	4 463
Engagements en monnaie étrangère					
Autres engagements	957	2 240	-17	1 613	-337
Ajustement suite révision circulation fiduciaire	-817				
AVOIRS NETS	398 482	331 974	412 581	471 972	472 397

Source : BCEAO.

Cette évolution de la position extérieure des institutions monétaires reflète la détérioration du solde global de la balance des paiements. Celui-ci a enregistré un déficit de 10.707 millions à la fin de l'année 2007, après un excédent de 84.982 millions à fin 2006, soit une baisse de plus de 100%. Le tableau 18 retrace l'évolution du solde global de la balance des paiements entre 2003 et 2007.

TABLEAU 18 : Evolution des avoirs extérieurs nets

RUBRIQUES	2003	2004	2005	2006	2007
	(en millions de FCFA)				
Variation AEN banques de dépôts	-8 121	-188	-33 397	25 505	-10 547
Variation AEN Banque centrale	144 503	-66 508	80 607	59 391	425
Contrepartie des réévaluations	-11 200	2 605	-154	86	-585
SOLDE GLOBAL (1+2+3)	125 182	-64 091	47 056	84 982	-10 707

Source : BCEAO.

III. POSITION EXTERIEURE GLOBALE

La Position Extérieure Globale (PEG) correspond au stock d'avoirs et d'engagements financiers extérieurs, avec comme composantes les créances et les engagements vis-à-vis de l'étranger ainsi que le stock d'or monétaire et les DTS.

Au titre de l'année 2007, la PEG du Mali s'est fixée à -659.712 millions, après -646.119 millions, en dégradation de 13.593 millions de francs CFA par rapport à son niveau de 2006. Il faut noter la structure de la PEG du Mali a connu une évolution notable à la suite de la mise en œuvre de l'IADM qui a conduit à une baisse significative des engagements. En 2007, l'évolution défavorable de la PEG découle d'une baisse du stock d'avoirs, notamment au niveau des investissements de portefeuille. Par ailleurs, la baisse des engagements au niveau des investissements directs a été pratiquement compensée par la hausse au niveau des autres investissements.

Ainsi, le ratio de la PEG rapporté au PIB s'est amélioré en s'établissant à -19,3 % à fin 2007 contre -20,2% à fin 2006. S'agissant de l'encours de la dette publique extérieure par rapport au PIB, il s'est maintenu à son niveau de 2006, soit 19,8%. Le tableau 19 résume l'évolution des grandes rubriques de la PEG entre 2003 et 2007.

TABLEAU 19 : Evolution de la position extérieure globale

RUBRIQUES	2003	2004	2005	2006	2007
	(en millions de FCFA)				
INVESTISSEMENTS DIRECTS NETS	-351 105	-359 344	-480 265	-479 082	-425 358
Avoirs	3 432	4 902	4 374	1 870	5 407
Engagements	354 537	364 246	484 639	480 952	430 765
Capital social et bénéfice réinvestis	286 381	328 857	363 962	338 945	291 923
Autres capitaux	68 156	35 389	120 677	142 007	138 842
INVESTISSEMENTS DE PORTEFEUILLE NETS	26 723	38 954	18 168	41 285	2 131
Avoirs	51 089	46 847	36 796	60 275	34 261
Engagements	24 366	7 893	18 628	18 990	32 130
AUTRES INVESTISSEMENTS NETS	-1 786 535	-1 802 328	-1 732 894	-689 830	-718 199
Avoirs	156 224	217 155	233 069	248 411	246 337
Engagements	1 942 759	2 019 483	1 965 963	938 241	964 536
dont : Prêts Administrations Pub. (hors FMI)	1 646 518	1 739 848	1 674 487	629 000	671 700
Engagements vis-à-vis du FMI	92 634	74 322	60 713	3 991	5 633
AVOIRS DE RESERVE	495 099	410 447	477 395	481 508	481 714
TOTAL DES AVOIRS	705 844	679 351	751 634	792 064	767 719
TOTAL DES ENGAGEMENTS	2 321 662	2 391 622	2 469 230	1 438 183	1 427 431
POSITION EXTERIEURE GLOBALE	-1 615 818	-1 712 271	-1 717 596	-646 119	-659 712

Sources : BCEAO, Direction Générale de la Dette Publique.

ANNEXES

Annexe 1 : Note méthodologique sur l'élaboration de la balance des paiements du Mali

1. Généralités

Les comptes extérieurs (balance des paiements et position extérieure globale) du Mali sont établis conformément à la cinquième édition du Manuel de Balance des Paiements (MBP5) du Fonds Monétaire International (FMI) publiée en 1993.

La principale méthode de collecte d'informations utilisée est basée sur les enquêtes, à l'aide de questionnaires, auprès des agents économiques établis au Mali et intervenant dans les échanges économiques et les opérations financières avec les non-résidents, sur une échelle appréciable.

Aux termes de l'article 1er de l'Annexe III du Règlement n° R09/98/CM/UEMOA du 20 décembre 1998 relatif aux relations financières extérieures des Etats membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), la Direction Nationale de la BCEAO est chargée de l'établissement des statistiques de balance des paiements. Pour ce faire, et en raison de l'implication d'autres services dans la collecte des informations requises, elle doit coordonner, au plan national, la détermination des données définitives globales.

2. Définitions

La balance des paiements est un état statistique où sont systématiquement résumées, pour une période donnée, les transactions économiques d'un pays avec le reste du monde.

La position extérieure, quant à elle, est le relevé du stock d'avoirs et d'engagements financiers extérieurs d'une économie à une date précise.

Une transaction se définit comme un flux économique découlant de la création, de la transformation, de l'échange, du transfert ou de l'extinction d'une valeur économique et faisant intervenir un transfert de propriété (entre un résident et un non-résident) de biens ou d'actifs financiers, la prestation de services ou la fourniture de capital.

Une unité institutionnelle est résidente d'une économie lorsqu'elle y a un pôle d'intérêt économique, c'est-à-dire lorsqu'il existe un endroit – domicile, lieux de production ou locaux à autres usages – à l'intérieur du territoire économique sur lequel ou à partir duquel elle exerce et a l'intention de continuer d'exercer, effectue et a l'intention de continuer d'effectuer des transactions sur une échelle appréciable pendant une période d'au moins une année.

Les unités institutionnelles résidentes sont : les ménages, les sociétés et quasi-sociétés, les institutions à but non lucratif et les administrations publiques.

Les exceptions à cette définition de la notion de résidence concernent les diplomates et leurs familles, les militaires, les étudiants et les malades qui sont considérés comme résidents de leurs pays d'origine. En revanche, les fonctionnaires internationaux, les coopérants et les réfugiés sont considérés comme résidents de l'économie d'accueil.

Le territoire économique d'un pays est constitué par la zone géographique administrée par son gouvernement (avec libre circulation des biens, des personnes et des capitaux), y compris

l'espace aérien, les eaux territoriales et le plateau continental, auquel on ajoute les enclaves extra-territoriales dudit pays (à savoir les ambassades, consulats, bases militaires et scientifiques, etc.) et duquel on exclut les enclaves extra-territoriales étrangères sur son territoire géographique national.

3. Champ d'application des données

Les comptes extérieurs du Mali retracent toutes les transactions entre résidents et non-résidents. Ils couvrent tout le territoire du Mali.

4. Conventions comptables

Les données des comptes extérieurs sont établies sur la base des droits et obligations.

Les transactions en devises sont converties en francs CFA sur la base du cours de change de la transaction ou, à défaut, du cours moyen sur la période. Lorsque les transactions sont évaluées à partir de variations de stocks, le cours de change en fin de période est retenu pour la conversion de ces données.

Le mode général de valorisation est basé sur le prix du marché. Les échanges de biens sont enregistrés FAB (franco à bord). Pour les importations, valorisées CAF (coût, assurance, fret) dans les statistiques douanières qui en sont la principale source, une correction CAF/FAB est nécessaire.

S'agissant des encours, plusieurs modes de valorisation sont utilisés dans la mesure où ces encours sont issus de documents comptables (bilans, situations DEC 2000 pour les banques) qui obéissent à des règlements spécifiques (SYSCOA, plan comptable bancaire). Ainsi, les prêts, les emprunts et les dépôts sont exprimés en valeur nominale, tandis que les investissements directs sont comptabilisés en valeur historique (coût d'acquisition) à l'actif et en valeur nominale au passif.

5. Nature des sources statistiques

Les principales sources utilisées pour l'établissement des comptes extérieurs (version définitive) sont les statistiques douanières et les enquêtes de la BCEAO auprès des entités résidentes intervenant dans les échanges internationaux.

L'échantillon d'agents interrogés par la BCEAO contient quelques centaines d'entreprises, structures administratives, missions diplomatiques et consulaires, organisations non gouvernementales, etc. Les entités nouvellement créées sont introduites dans l'échantillon après un examen au cas par cas.

D'autres sources concernent les rapports de divers organismes ou administrations publiques (BCEAO, FMI, etc.).

La plupart des questionnaires comportent à la fois des rubriques de flux, décrivant les transactions effectuées au cours de l'année, qui vont alimenter directement les rubriques correspondantes de la balance des paiements et des rubriques de stocks qui vont alimenter, d'une part, directement la position extérieure globale et, d'autre part, la balance des paiements par comparaison avec les stocks correspondants de la période précédente (variations

d'encours).

Certains documents de collecte ne sont pas des questionnaires à proprement parler, mais respectent les mêmes principes de codification et de ventilation géographique. C'est le cas, par exemple, du document intitulé "DEC" qui sert à recenser, de manière globalisée, les données issues des situations DEC 2000 des banques commerciales, et du tableau des avoirs et engagements de la Banque Centrale ou des tableaux dits de dépouillement relatifs aux opérations de certains organismes spécifiques : ASECNA, BOAD, URTNA, Commission de l'UEMOA, etc.

Le document "Dette extérieure publique" est adressé au service compétent de l'Etat. Il permet le suivi de l'ensemble des flux réels ou imputés (pour les échéances contractuelles non réglées) ainsi que des encours, notamment au niveau des rubriques relatives au financement exceptionnel.

6. Pratiques d'établissement des données

6.1 Compte des opérations courantes

Biens

Les chiffres douaniers sont validés par le Comité de validation des statistiques du commerce extérieur qui regroupe, sous la présidence de la Direction Nationale de la Statistique et de l'Informatique (DNSI), les représentants de : la Direction Nationale de la BCEAO, la Direction Générale des Douanes (DGD), la Direction Nationale du Commerce et de la Concurrence (DNCC), la Direction Nationale de la Géologie et des Mines (DNGM), la Direction Nationale de l'Agriculture, la Direction Nationale de l'Elevage, la Direction Nationale du Service Vétérinaire, la Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DNTCP), la Direction Nationale des Transports (DNT), l'Office National des Produits Pétroliers (ONAP), la Société chargée de l'inspection avant expédition des importations, la Compagnie Malienne pour le Développement des Textiles (CMDT).

Ces chiffres validés sont par la suite ajustés par la BCEAO, aux fins d'adaptation à l'optique de la balance des paiements. L'ajustement le plus important est le passage de la valorisation CAF à la valorisation FAB pour les importations. La BCEAO estime aussi les dépenses et recettes de soutage, les biens importés ou exportés pour transformation, les achats dans les ports et aéroports, ainsi que les importations des organismes publics étrangers établis au Mali.

Services

- *Transport* : Le fret maritime et le fret routier sont estimés par l'application d'un coefficient déterminé à la suite d'une enquête périodique de la BCEAO. Les informations sur le transport ferroviaire sont recueillies auprès de l'entreprise exploitant le réseau de chemin de fer (TRANSRAIL-SA). Les données du transport aérien sont fournies par les compagnies représentées dans le pays.

- *Voyages* : Pour les touristes étrangers, les estimations sont fondées sur les informations fournies par les hôtels et les agences de voyages, ainsi que les statistiques du Ministère de l'Artisanat et du Tourisme. Les données des principaux pays émetteurs sont également

utilisées. Les dépenses des fonctionnaires maliens en mission à l'étranger sont collectées auprès de la DNTCP. Les dépenses des étudiants maliens à l'étranger sont connues auprès des donateurs de bourses étrangères et auprès du Ministère de l'Enseignement Supérieur pour les bourses nationales. Pour les autres agents, les informations sont obtenues à l'aide des questionnaires.

- *Autres types de services* : Les données sont tirées d'enquêtes auprès des entreprises. En outre, la DNTCP fournit les dépenses du Gouvernement malien à l'étranger. Les dépenses des ambassades et organisations internationales établies au Mali sont estimées à partir de l'enquête de la BCEAO.

Revenus

Les paiements d'intérêts sur la dette publique extérieure sont tirés du Tableau des opérations financières de l'Etat (TOFE). Les revenus des investissements, ainsi que les rémunérations des salariés des autres secteurs sont déterminés à partir de l'enquête de la BCEAO.

Transferts courants

Les données sur les aides publiques financières reçues sont tirées du TOFE. Celles sur les aides non financières sont collectées auprès de la DNCC et des ambassades concernées ou relevées dans les rapports du PNUD et du FED. Les transferts d'économies des travailleurs émigrés sont estimés à partir des données sur les transferts électroniques de fonds, des billets de banque étrangers collectés par les intermédiaires financiers (bureaux de change, banques et BCEAO) et d'autres informations recueillies auprès des banques. Les données disponibles auprès des pays d'accueil sont aussi utilisées.

6.2 Compte de capital et compte d'opérations financières

Transferts en capital

Ces données proviennent des enquêtes de la BCEAO et des services compétents de l'Etat (TOFE pour les dons-projets et les remises de dettes en faveur des administrations publiques).

Opérations financières

- *Investissements directs et de portefeuille* : Principalement connus par l'enquête de la BCEAO auprès des entreprises, ces investissements comprennent, au titre des investissements directs, les opérations sur le capital social, la contrepartie des bénéficiaires réinvestis et les prêts entre entreprises apparentées, y compris les crédits commerciaux. Pour les investissements de portefeuille, on distingue les titres de participation, les obligations, les instruments du marché monétaire et les produits financiers dérivés.

- *Autres investissements* : Les engagements des administrations publiques contiennent notamment la dette publique extérieure. Ils sont tirés du TOFE ou communiqués par la Direction Générale de la Dette Publique (DGDP). Les avoirs et engagements des autorités monétaires sont estimés au Siège de la BCEAO et transmis à la Direction Nationale. Les avoirs et engagements des autres institutions monétaires (c'est-à-dire les banques commerciales) proviennent essentiellement du dépouillement des documents comptables

DEC 2000 globalisées et de l'enquête de la BCEAO.

- *Avoirs de réserve* : Ces avoirs sont fournis directement par le Siège de la BCEAO. Au niveau national, ils ne comprennent pas l'or monétaire, non réparti entre les pays membres et détenu par le Siège de la BCEAO.

7. Validation des données

Le Comité de balance des paiements est l'organe de validation des données. Il est chargé de rechercher les méthodes propres à améliorer la collecte des données nécessaires à l'établissement des comptes extérieurs et de proposer les mesures nécessaires à leur application, d'arrêter périodiquement les statistiques de balance des paiements et de la position extérieure globale.

Présidé par le Ministre chargé des Finances, il est composé des représentants de la DNTCP, des Ministères chargés du Plan et du Commerce, de l'Office National des Postes, de la DGDP, de la DGD, de la DNSI et de la Direction Nationale de la BCEAO qui en assure le secrétariat.

8. Autres aspects

Les comptes extérieurs du Mali sont produits annuellement, avec un délai d'environ un an après la fin de l'année de référence. Des estimations plus précoces existent, pour les besoins de la BCEAO et des services officiels ; elles sont considérées comme provisoires et leur diffusion est limitée. Après validation, les comptes extérieurs deviennent définitifs et sont diffusés largement.

La confidentialité est assurée par le caractère agrégé des données. Elle est garantie par le Règlement n° R09/98/CM/UEMOA cité plus haut. L'article 1 de l'Annexe III dispose : "La BCEAO est chargée de l'établissement de la balance des paiements extérieurs des Etats membres de l'UEMOA". L'article 2 suivant précise : "Les informations recueillies en application de l'article précédent ne peuvent être utilisées à d'autres fins, notamment celles de contrôle fiscal ou économique".

Annexe 2 : Ajustements des données monétaires

TABLEAU A1 : RECONCILIATION DES DONNEES DES STATISTIQUES FINANCIERES INTERNATIONALES (FMI) ET DE BALANCE DES PAIEMENTS

Avoirs et engagements extérieurs de la Banque Centrale

(en millions de FCFA)

	2006	2007	Variation
AVOIRS			
Statistiques financières internationales	482 900	484 400	1 500
Statistiques monétaires (données FISEC)	481 182	481 840	658
Ajustements			
Total avoirs en balance des paiements	481 182	481 840	658
ENGAGEMENTS			
Statistiques financières internationales	9300	10100	800
Statistiques monétaires (données FISEC)	21 201	21 300	99
dont Allocation DTS	11 923	11 204	-719
Ajustements	-22	-4	18
Total engagements en balance des paiements	9 278	10 096	818
AVOIRS EXTERIEURS NETS	471 904	471 744	-160

Source : BCEAO.

TABLEAU A2 : TABLEAU DE RECONCILIATION DES STATISTIQUES MONETAIRES ET DE BALANCE DES PAIEMENTS

Avoirs et engagements extérieurs des autres institutions monétaires

(en millions de FCFA)

	2006	2007	Variation
AVOIRS			
Statistiques financières internationales	175 000	217 400	42 400
Statistiques monétaires (données FISEC)	187 449	198 277	10 828
Valeurs à l'encaissement non disponibles	-6 949	-7 477	-528
Débiteurs divers	77	112	35
Divers-comptes d'ordre	1	0	-1
Billets externes UMOA	5 341	8 837	3 496
Ajustements		29 962	
Total avoirs en balance des paiements	185 919	229 711	43 792
ENGAGEMENTS			
Statistiques financières internationales	105 600	133 200	27 600
Statistiques monétaires (données FISEC)	123 442	132 427	8 985
Comptes exigibles après encaissement	-5 814	-5 801	13
Dépôts des Maliens de l'extérieur	55 575	117 257	61 682
Versement à effectuer sur titres de placement	0	0	0
Créditeurs divers	101	0	-101
Divers-comptes d'ordre	9	0	-9
Ajustements		-16 231	
Total engagements en balance des paiements	173 313	227 652	54 339
AVOIRS EXTERIEURS NETS	12 606	2 059	-10 547

Source : BCEAO.

Annexe 3 : Tableaux complémentaires sur l'évolution des comptes

TABLEAU A3 : Evolution de la balance des paiements courants

RUBRIQUES	2003	2004	2005	2006	2007
	(en millions de FCFA)				
Biens	-35 160	-61 515	-76 265	39 201	-138 860
dont marchandises générales	-357 610	-333 058	-434 854	-549 538	-654 242
Services nets	-149 936	-153 552	-165 492	-188 863	-191 654
Revenus nets	-92 948	-102 931	-109 159	-134 643	-139 679
Transferts courants nets	120 554	101 946	120 033	169 999	191 680
Balance courante (BC)	-157 490	-216 052	-230 883	-114 306	-278 513
PIB*	2 453 555	2 632 100	2 894 000	3 201 470	3 425 800
BC/PIB (en %)	-6,4	-8,2	-8,0	-3,6	-8,1
BC hors dons officiels	-224 874	-267 427	-291 970	-200 426	-335 282
BC hors dons officiels/PIB (en %)	-9,2	-10,2	-10,1	-6,3	-9,8

*Données révisées du PIB

Sources : BCEAO et Direction Nationale de la Statistique et de l'Informatique (DNSI).

TABLEAU A4 : Evolution des exportations FOB par produit (principales marchandises)

PRODUITS	2003	2004	2005	2006	2007
	(en millions de FCFA)				
Coton	194 850	187 887	140 494	131 951	94 557
Pierres et métaux précieux	330 073	270 567	369 019	588 315	515 178
Animaux vivants	24 535	22 904	27 829	27 544	37 601
Autres	28 001	31 381	34 602	45 485	38 300
Total statistiques douanières	577 459	512 739	571 944	793 295	685 636
Ajustements de valeur (non contrôlé)				5 885	40 668
Ajustements de champ	-38 197	-6 532	4 631	9 076	16 220
EXPORTATIONS AJUSTEES	539 262	506 207	576 575	808 256	742 524

Sources : BCEAO et DNSI.

TABLEAU A5 : Evolution des exportations FOB ajustées de biens

PRODUITS	2003	2004	2005	2006	2007
	(en millions de FCFA)				
Coton	140 850	181 355	139 656	141 027	110 889
part en %	26,1	35,4	24,2	17,4	14,9
Or non monétaire	326 833	270 567	355 504	587 486	515 178
part en %	60,6	52,8	61,7	72,7	69,4
Animaux vivants	24 534	22 904	27 829	30 204	37 601
part en %	4,5	4,5	4,8	3,7	5,1
Autres	47 045	37 913	53 586	49 539	78 856
part en %	8,7	7,4	9,3	6,1	10,6
TOTAL EXPORTATIONS	539 262	512 739	576 575	808 256	742 524

Sources : BCEAO, DNSI.

TABLEAU A6 : Evolution des principales importations CAF par produits regroupés

PRODUITS	2003	2004	2005	2006	2007
	(en millions de FCFA)				
Produits alimentaires	124 830	98 125	134 337	167 058	155 154
Produits pétroliers	130 275	152 155	196 532	227 913	232 611
Produits chimiques	132 101	111 935	119 930	116 848	143 611
Machines et véhicules	199 478	157 876	155 844	214 451	257 802
Matériaux de construction	99 444	107 483	124 781	132 644	147 579
Autres	52 945	88 811	82 427	92 949	111 101
Total statistiques douanières	739 073	716 385	813 851	951 863	1 047 858
Ajustements de valeur (informel)				25 370	66 752
Ajustements de champ	-11 093	16 392	11 212	-26 236	-26 559
Imports de marchandises gles ajustées CAF	727 980	732 777	825 063	950 997	1 088 051
Fret	-152 876	-146 555	-156 762	-171 179	-195 849
Assurance sur marchandises	-7 280	-10 992	-12 375	-9 510	-10 881
IMPORTATIONS FOB	567 824	575 230	655 926	770 308	881 321

Sources : BCEAO, DNSI, Direction Générale des Douanes (DGD).

TABLEAU A7 : Evolution des importations ajustées de marchandises générales (CAF)

PRODUITS	2003	2004	2005	2006	2007
	(en millions de FCFA)				
Produits alimentaires part en %	124 346 17,1	98 125 13,4	130 771 15,8	171 959 18,1	161 105 14,8
Produits pétroliers part en %	130 275 17,9	152 155 20,8	196 047 23,8	232 987 24,5	241 533 22,2
Machines et véhicules part en %	196 727 27,0	157 876 21,5	148 856 18,0	209 204 22,0	263 311 24,2
Matériaux de construction part en %	98 669 13,6	107 483 14,7	109 593 13,3	132 298 13,9	157 468 14,5
Produits chimiques part en %	127 010 17,4	111 935 15,3	116 006 14,1	116 848 12,3	149 272 13,7
Autres part en %	50 953 7,0	105 203 14,4	123 790 15,0	87 701 9,2	115 362 10,6
TOTAL	727 980	732 777	825 063	950 997	1 088 051

Sources : DNSI, DGD.

Tableau A8 : Exportations (FOB) du Mali à destination des autres pays de l'UEMOA en 2007

	Bénin	Burkina	RCI	Guinée B.	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Coton	% Exports Coton	0,0	0,4	0,1	0,0	0,0	0,0	0,5
	% Exports totales	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
	Millions FCFA	0	429	134	0	0	39	602
Or	% Exports Or	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	% Exports totales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Millions FCFA	0	0	0	0	0	0	0
Animaux vivants	% Exports Animaux	1,2	2,1	35,0	0,0	1,5	49,6	0,0
	% Exports totales	0,1	0,1	1,8	0,0	0,1	2,5	0,0
	Millions FCFA	463	789	13 156	0	570	18 660	4
Divers	% Exports totales	0,1	0,9	2,3	0,0	0,6	1,4	0,3
	Millions FCFA	668	6 576	17 243	335	4 329	10 074	2 115
Total	% Exports totales	0,2	1,0	4,1	0,0	0,7	3,9	0,3
	Millions FCFA	1 131	7 795	30 533	335	4 899	28 772	2 119

Sources : BCEAO, DNSI.

Tableau A9 : Importations (CAF) du Mali en provenance des autres pays de l'UEMOA en 2007

	Bénin	Burkina	RCI	Guinée B.	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Produits alimentaires	% Imports Prod. Alim.	1,9	2,3	17,3	0,0	0,0	1,4	0,8
	% Imports totales	0,4	0,4	3,2	0,0	0,0	0,3	0,1
	Millions FCFA	3 111	3 703	27 898	0	29	2 225	1 282
Produits pétroliers	% Imports Pétrole	15,3	2,4	23,7	0,0	0,0	37,9	1,7
	% Imports totales	4,2	0,7	6,5	0,0	0,0	10,4	0,5
	Millions FCFA	36 929	5 741	57 214	0	26	91 551	4 144
Matériaux de const.	% Imports Mat. Ctruct.	0,0	1,4	24,6	0,0	0,0	30,0	4,9
	% Imports totales	0,0	0,2	4,4	0,0	0,0	5,4	0,9
	Millions FCFA	0	2 146	38 735	0	8	47 165	7 717
Matières premières	% Imports totales	0,0	0,3	0,3	0,0	0,0	0,9	0,1
	Millions FCFA	22	2 374	2 476	0	3	8 106	702
Machines & véhicules	% Imports Mach&véhic.	0,0	0,8	0,3	0,0	0,0	3,7	0,2
	% Imports totales	0,0	0,3	0,1	0,0	0,0	1,1	0,1
	Millions FCFA	18	2 236	768	8	4	9 779	544
Produits chimiques	% Imports Prod. Chim.	0,0	1,1	7,1	0,0	0,1	11,8	0,3
	% Imports totales	0,0	0,2	1,2	0,0	0,0	2,0	0,1
	Millions FCFA	3	1 630	10 651	0	93	17 641	460
Divers	% Imports totales	0,0	1,6	0,9	0,0	0,1	1,1	0,5
	Millions FCFA	75	14 409	8 038	0	1 195	9 961	4 626
Total	% Imports totales	4,6	3,7	16,5	0,0	0,2	21,2	2,2
	Millions FCFA	40 158	32 239	145 780	8	1 358	186 428	19 475

Sources : BCEAO, DNSI.

TABLEAU A10 : Orientation géographique des exportations du Mali de 2003 à 2007

	2003		2004		2005		2006		2007	
	Millions de FCFA	%								
Destination										
EUROPE	422 132	73,1	173 781	33,9	207 825	36,3	44 116	5,6	71 656	10,5
Union européenne	66 497	36,8	44 454	36,8	33 432	36,8	31 911	36,8	40 295	36,8
dont France	27 874	4,8	19 144	3,7	12 793	2,2	8 604	1,1	5 978	0,9
Autres pays européens	355 635	61,6	129 327	25,2	174 393	30,5	12 205	1,5	31 361	4,6
AFRIQUE	69 311	12,0	200 809	39,2	263 184	46,0	627 883	79,1	529 458	77,2
UEMOA	43 415	7,5	37 623	7,3	52 357	9,2	39 134	4,9	53 763	7,8
Côte d'Ivoire	13 345	2,3	10 537	2,1	7 434	1,3	9 794	1,2	17 123	2,5
Sénégal	16 736	2,9	17 680	3,4	39 251	6,9	21 104	2,7	29 085	4,2
Burkina Faso	4 529	0,8	5 081	1,0	1 408	0,2	6 221	0,8	5 196	0,8
Bénin	1 118	0,2	833	0,2	2 959	0,5	924	0,1	694	0,1
Togo	2 620	0,5	860	0,2	214	0,0	447	0,1	862	0,1
Guinée Bissau	0	0,0	0	0,0	16	0,0	0	0,0	0	0,0
Niger	5 067	0,9	2 632	0,5	1 075	0,2	644	0,1	803	0,1
Autres	25 896	4,5	163 186	31,8	210 827	36,9	588 749	74,2	475 695	69,4
AMERIQUE	3 917	0,7	1 193	0,2	2 306	0,4	7 857	1,0	5 111	0,7
Etats-Unis	658	0,1	1 090	0,2	995	0,2	1 475	0,2	2 145	0,3
Autres	3 259	0,6	103	0,0	1 311	0,2	6 382	0,8	2 966	0,4
ASIE	82 067	14,2	136 946	26,7	98 471	17,2	113 037	14,2	79 397	11,6
Chine	6 448	1,1	48 365	9,4	33 222	5,8	49 457	6,2	15 255	2,2
Taiwan	973	0,2	12 593	2,5	6 843	1,2	8 909	1,1	2 546	0,4
Autres	74 646	12,9	75 988	14,8	58 406	10,2	54 671	6,9	61 596	9,0
AUTRES	32	0,0	10	0,0	158	0,0	402	0,1	14	0,0
Total	577 459	100	512 739	100	571 944	100	793 295	100	685 636	100

Sources : Direction Nationale de la Statistique et de l'Informatique

TABLEAU A11: Orientation géographique des importations du Mali de 2003 à 2007

	2003		2004		2005		2006		2007	
	Millions de FCFA	%								
Destination										
EUROPE	252 630	34,2	228 221	31,9	215 350	26,5	274 144	28,8	283 383	27,0
Union européenne	232 577	31,5	211 404	29,5	186 857	23,0	244 368	25,7	269 484	25,7
dont France	133 287	18,0	105 934	14,8	102 823	12,6	145 041	15,2	156 292	14,9
Autres pays européens	20 053	2,7	16 817	2,3	28 493	3,5	29 776	3,1	13 899	1,3
AFRIQUE	308 669	41,8	322 634	45,0	401 991	49,4	441 694	46,4	533 908	51,0
UEMOA	265 113	35,9	280 364	39,1	310 841	38,2	360 901	37,9	446 179	42,6
Côte d'Ivoire	64 566	8,7	70 079	9,8	84 153	10,3	103 352	10,9	132 873	12,7
Sénégal	73 330	9,9	71 375	10,0	93 327	11,5	115 367	12,1	207 269	19,8
Burkina Faso	4 590	0,6	3 115	0,4	4 067	0,5	8 966	0,9	17 183	1,6
Bénin	35 490	4,8	71 888	10,0	75 528	9,3	85 666	9,0	46 780	4,5
Togo	86 971	11,8	63 067	8,8	53 216	6,5	47 155	5,0	41 886	4,0
Guinée Bissau	38	0,0	688	0,1	409	0,1	1	0,0	10	0,0
Niger	128	0,0	152	0,0	141	0,0	394	0,0	178	0,0
Autres	43 556	5,9	42 270	5,9	91 150	11,2	80 793	8,5	87 729	8,4
AMERIQUE	65 361	8,8	49 070	6,8	65 540	8,1	79 333	8,3	66 045	6,3
Etats-Unis	35 617	4,8	30 224	4,2	36 788	4,5	47 945	5,0	39 146	3,7
Autres	29 744	4,0	18 846	2,6	28 752	3,5	31 388	3,3	26 899	2,6
ASIE	107 477	14,5	111 891	15,6	123 566	15,2	149 611	15,7	152 937	14,6
Chine	22 574	3,1	36 291	5,1	39 983	4,9	61 570	6,5	64 369	6,1
Taiwan	1 058	0,1	1 657	0,2	806	0,1	927	0,1	574	0,1
Autres	83 845	11,3	73 943	10,3	82 777	10,2	87 114	9,2	87 994	8,4
AUTRES	4 936	0,7	4 569	0,6	7 404	0,9	7 081	0,7	11 585	1,1
Total	739 073	100	716 385	100	813 851	100	951 863	100	1 047 858	100

Sources : Direction Nationale de la Statistique et de l'Informatique

Tableau A12 : Orientation géographique du commerce extérieur du Mali en 2007 (en valeur et en volume)

Régions	Importations CAF		Exportations FOB	
	Valeur (en F CFA)	Volume (en kg)	Valeur (en F CFA)	Volume (en kg)
EUROPE	283 383 279 790	339 213 336	71 655 917 552	20 567 096
<i>Union Européenne</i>	<i>269 484 666 171</i>	<i>298 387 964</i>	<i>40 295 070 881</i>	<i>20 242 516</i>
France	156 292 585 840	161 721 492	5 978 081 400	7 396 506
Allemagne	25 070 199 760	23 323 811	1 393 829 797	2 016 932
Italie	10 274 809 188	22 408 155	3 294 427 525	5 288 684
Pays-Bas	7 573 905 979	15 209 375	64 693 489	7 895
Royaume-Uni	6 277 071 175	3 224 504	12 600 963 387	33 666
<i>Autres pays européens de l'UE</i>	<i>63 996 094 229</i>	<i>72 500 627</i>	<i>16 963 075 283</i>	<i>5 498 833</i>
<i>Autres pays d'Europe</i>	<i>13 898 613 619</i>	<i>40 825 372</i>	<i>31 360 846 671</i>	<i>324 580</i>
Dont Suisse	2 243 100 485	3 039 815	31 200 221 389	84 073
AFRIQUE	533 907 771 453	2 078 475 681	529 457 862 274	171 610 763
CEDEAO	483 978 097 718	2 022 140 375	61 756 350 813	159 664 035
UEMOA	446 178 711 141	1 919 470 049	53 763 328 924	142 420 199
Bénin	46 779 978 252	118 975 917	694 663 859	1 352 485
Burkina	17 183 306 472	53 363 362	5 196 061 926	30 200 174
Côte d'Ivoire	132 872 544 498	717 365 278	17 122 795 779	30 602 736
Guinée Bissau	9 466 666	9 006	-	-
Niger	177 815 613	955 106	802 977 320	1 017 860
Sénégal	207 269 303 696	826 319 643	29 085 200 822	63 515 094
Togo	41 886 295 944	202 481 737	861 629 218	15 731 850
<i>Autres pays de la CEDEAO</i>	<i>37 799 386 577</i>	<i>102 670 326</i>	<i>7 993 021 889</i>	<i>17 243 836</i>
Cap vert	-	-	-	-
Gambie	119 481 351	290 205	-	-
Ghana	31 316 117 324	87 076 012	1 511 344 329	8 564 488
Guinée Conakry	5 509 913 239	12 564 168	5 389 293 183	7 509 699
Libéria	-	-	896 979 583	683 074
Nigeria	823 797 299	2 732 441	129 754 794	149 537
Sierra Leone	30 077 364	7 500	65 650 000	337 038
<i>Autres pays d'Afrique</i>	<i>49 929 673 735</i>	<i>56 335 306</i>	<i>467 701 511 461</i>	<i>11 946 728</i>
<i>Dont: CEMAC</i>	<i>47 428 492 867</i>	<i>50 509 028</i>	<i>465 007 125 125</i>	<i>7 564 560</i>
Algérie	633 327 646	6 962 000	932 242 500	497 178
Maroc	5 177 996 249	6 561 977	3 176 575 969	5 216 427
Tunisie	3 084 873 759	10 891 740	535 605 370	902 172
Cameroun	128 651 729	213 649	622 544 198	151 671
Kenya	281 196 800	385 509	-	-
Afrique du Sud	38 122 446 684	25 494 153	459 740 157 088	797 112
AMERIQUE	66 045 146 179	135 438 841	5 110 946 362	4 889 379
Canada	5 469 257 163	3 329 178	75 070 128	9 261
Etats-Unis	39 146 041 755	31 286 298	2 144 809 665	645 542
<i>Autres pays d'Amérique</i>	<i>21 429 847 261</i>	<i>100 823 365</i>	<i>2 891 066 569</i>	<i>4 234 576</i>
ASIE	152 936 701 898	253 658 316	79 397 766 871	125 593 614
Chine	64 368 638 709	106 713 738	15 255 444 274	24 649 527
Hong-Kong	2 023 921 739	3 396 826	-	-
Inde	37 572 497 753	51 343 327	1 678 171 415	2 215 616
Japon	19 711 651 276	12 018 083	858 356 701	176 956
Taiwan	574 212 518	524 649	2 545 843 842	4 093 812
Thaïlande	5 362 522 022	19 006 753	12 829 786 284	20 439 466
<i>Autres pays d'Asie</i>	<i>25 347 179 620</i>	<i>64 051 766</i>	<i>46 230 164 355</i>	<i>74 018 237</i>
OCEANIE	11 585 443 312	7 459 678	13 846 816	34 683
<i>Dont: Australie-Nouvelle Zélande</i>	<i>11 585 443 312</i>	<i>7 459 678</i>	<i>13 846 816</i>	<i>34 683</i>
TOTAL GENERAL	1 047 858 342 632	2 814 245 852	685 636 339 875	322 695 535

Source : DNSI.



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga
BP 3108 - Dakar - Sénégal
www.bceao.int